

**Décision portant règlement d'organisation
de la caisse nationale des allocations familiales**

Le directeur général de la caisse nationale des allocations familiales

Vu le code de la sécurité sociale (Css), et notamment ses articles L. 217-3, L. 223-1 et suivants, L. 224-1 et suivants, R. 223-1, R. 224-1 et suivants, R. 226-1 et suivants ;

Vu le code de l'action sociale et des familles (Casf) notamment ses articles L. 121-11 et L. 121-12 ;

Vu le code rural et notamment son article L. 732-1

Vu le code du travail et notamment ses articles L. 2323-27 et L. 2323-28 ;

Vu la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ;

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs ;

Vu la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 sur la confiance dans l'économie numérique ;

Vu la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015 et notamment son article 89 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2013-917 du 14 octobre 2013 relatif au contrôle interne des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement ;

Vu le décret du 5 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Daniel Lenoir en qualité de directeur de la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu le règlement intérieur du conseil d'administration adopté en sa séance du 6 décembre 2011 et modifié en sa séance du 4 décembre 2012 et en sa séance du 5 mai 2015 ;

Vu les décisions des 18 mars et 30 avril 2014 et des 19 février et 22 juin 2015 portant règlement d'organisation de la Cnaf ;



32 avenue de la Sibelle
75685 PARIS cedex 14
Tél. : 01 45 65 52 52
Fax : 01 45 65 57 24

Vu la circulaire du 13 avril 2007 relative à la Charte de la laïcité dans les services publics ;

Vu la charte de la laïcité de la branche Famille et de ses partenaires adoptée par le CA de la Cnaf en sa séance du 1^{er} septembre 2015

Vu la convention d'objectifs et de gestion (Cog) signée entre l'Etat et la Cnaf en date du 16 juillet 2013 ;

Vu le schéma directeur du système d'information validé par la commission de gestion administrative du conseil d'administration du 16 juillet 2013 arrêté par le directeur général par lettre au réseau du 22 mai 2014

Vu le schéma directeur d'information et de communication approuvé par la commission information et communication du conseil d'administration du 30 avril 2014 et arrêté par le directeur général par lettre au réseau du 30 septembre 2014.

Vu l'avis du comité d'entreprise de la Caisse nationale des allocations familiales en date du 27 octobre 2015

Le Conseil d'Administration ayant été informé en sa séance du 3 novembre 2015

Considérant que l'ensemble des services de la Cnaf contribue à la définition et participe à la mise en œuvre d'un ensemble coordonné de programmes et d'actions figurant, notamment, dans un plan d'action institutionnel (Pai) concourant à la réalisation des objectifs définis par la convention d'objectifs et de gestion (Cog) conclue entre l'Etat et la Cnaf et participent à la mise en œuvre de plusieurs politiques publiques Considérant que chacun, en ce qui le concerne, participe aux deux principales missions de la branche Famille : accompagner les familles dans leur vie quotidienne ; aider les personnes et les familles en situation de précarité.

Considérant que la mise en œuvre de la Cog, notamment l'optimisation du fonctionnement du réseau de la branche Famille et la coordination des politiques publiques qui lui sont confiées nécessite de clarifier l'organisation et le fonctionnement de la Cnaf de façon à renforcer ses capacités de pilotage et de coordination dudit réseau ;

Considérant que la loi de financement de la sécurité sociale pour 2015 qui prévoit en son article 89 le transfert des activités des Certi et des Cnedi vers la Cnaf conduit à revoir l'organisation de celle-ci et les relations avec le réseau en matière de systèmes d'informations.

Considérant que le contexte créé par les actions conduites sous couvert de participation au « djihad » nécessite de renforcer la mobilisation de la Branche Famille pour la promotion et la défense des valeurs de la République.

DECIDE

Article 1 – Le règlement fixant l'organisation et le fonctionnement de la Cnaf en date du 22 juin 2015 est modifié à compter du 1^{er} décembre 2015 et pour certaines dispositions marquées d'une astérisque du 1^{er} janvier 2016. Le nouveau règlement d'organisation est joint à la présente décision.

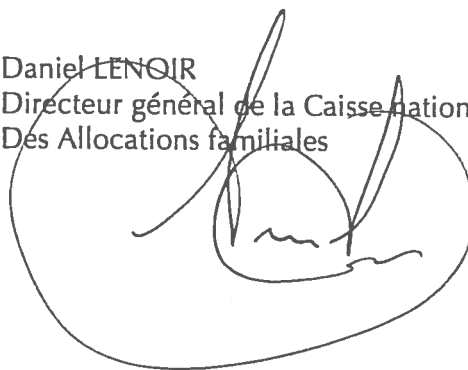
Article 2 – Le règlement d'organisation sert de base à l'établissement des délégations attribuées par le directeur général, conformément à l'article R. 224-7 du code de la sécurité sociale.

Article 3 – Les directeurs de la Gnaf et les directeurs des Caf et du code de la sécurité Sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 4 – Le règlement d'organisation est publié sur le site Internet www.caf.fr (rubrique « qui sommes-nous/textes de références »).

Fait à Paris, le 30 novembre 2015

Daniel LENOIR
Directeur général de la Caisse nationale
Des Allocations familiales

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' and 'L' followed by a horizontal line, is written over a circular stamp. The stamp is a simple black outline of a circle.

REGLEMENT D'ORGANISATION DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES (CNAF)

Article 1 – La Cnaf est un établissement public national à caractère administratif. Elle jouit de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est administrée par un conseil d'administration et dirigée par un directeur général.

Elle est soumise au contrôle des autorités compétentes de l'Etat, qui sont représentées par des commissaires du Gouvernement et par un contrôleur général économique et financier.

Le fonctionnement du conseil d'administration est précisé par un règlement intérieur adopté par le conseil.

L'organisation et le fonctionnement de la Cnaf ainsi que l'organisation de ses relations avec le réseau des Caf sont fixés par le présent règlement.

Article 2 – La Cnaf a pour rôle de :

- Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques familiales en lien avec l'Etat. A cet effet, elle contracte avec ses autorités de tutelles les moyens d'actions de la Branche ainsi que les objectifs associés. Elle promeut également la branche Famille auprès de ses allocataires et de ses partenaires et à l'étranger.
- Piloter la Branche et le réseau des Caf. Responsable de la performance de la Branche, elle en définit les orientations stratégiques et porte les politiques sectorielles et les grands projets nationaux.

Dans ce cadre, elle a notamment pour mission de :

- assurer le financement de l'ensemble des régimes de prestations familiales ;
- gérer un fonds d'action sociale dans le cadre d'un programme fixé par arrêté ministériel après avis de son conseil d'administration ;
- exercer un contrôle sur les opérations immobilières des caisses d'allocations familiales (Caf) et sur la gestion de leur patrimoine immobilier ;
- centraliser l'ensemble des opérations, y compris les opérations pour compte de tiers, des Caf et des unions et fédérations desdits organismes et d'en assurer soit le transfert vers les organismes du régime général, soit le règlement vers tous organismes désignés à cet effet ;
- verser au fonds de solidarité vieillesse un montant égal aux dépenses prises en charge par ce fonds au titre des majorations de pensions ;
- assurer le remboursement des indemnités ou allocations versées dans les conditions fixées par la loi ainsi que des frais de gestion afférents au service de ces indemnités ou allocations ;

- assurer le remboursement, dans la limite du plafond de la sécurité sociale, de la rémunération brute, déduction faite des indemnités, des avantages familiaux et des cotisations et contributions sociales salariales, servie pendant la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant aux ouvriers sous statut de l'Etat, aux magistrats, aux militaires et aux fonctionnaires ;
- assurer le remboursement, dans la limite du plafond de la sécurité sociale, de la rémunération soumise à cotisation au titre des allocations familiales, déduction faite des cotisations et contributions sociales salariales, versée aux agents bénéficiant des régimes spéciaux de la société nationale des chemins de fer français, de la régie autonome des transports parisiens, des industries électriques et gazières et de la Banque de France, pendant la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant ;

A ce titre elle gère, pilote, coordonne ou anime l'ensemble des actions décrites dans les articles suivants.

Les fonctions de la Cnaf sont décrites dans une cartographie de mise en œuvre des missions de la Branche qui sert également de socle à une cartographie des risques.

Article 2.1 – Les relations avec le réseau sont organisées dans le cadre d'inter-régions dont le ressort est fixé par décision du directeur général, prise après avis du conseil d'administration. Jusqu'à la fin de l'actuelle Cog les inter-régions restent celles du ressort des ex - Certi, à la date du 30 juin 2015 à l'exception des Dom qui constituent une inter-région en tant que telle.

Article 2.2 – Les directives et instructions au réseau sont fixées par circulaire dès lors qu'elles concernent les tiers, sous réserve des règles de confidentialité attachées à certains domaines, notamment la lutte contre la fraude. Les circulaires sont publiées sur Caf.fr. Les directives internes, ou devant respecter des règles de confidentialité, sont diffusées sous la forme de lettres au réseau.

Article 2.3 – La mise en œuvre de la charte de la laïcité de la branche avec ses partenaires est assurée par un comité consultatif et de suivi dont les missions, la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par décision conjointe du directeur général et du président du Conseil d'Administration.

TITRE 1 : ORGANISATION DES DIRECTIONS¹

DIRECTION GENERALE

Article 3 – Le directeur général est l'exécutif de la Cnaf dont il assure le fonctionnement. Il la représente en justice et dans les actes de la vie civile. Il met en œuvre la Cog signée entre l'Etat et la Cnaf dans les conditions prévues aux articles L. 227-1 et suivants du code de la sécurité sociale prépare et exécute les décisions du conseil d'administration et peut en recevoir délégation.

Il a seul autorité sur le personnel, fixe l'organisation du travail dans les services, assure la discipline générale et prend toutes mesures individuelles concernant la gestion du personnel :

- des agents de droit privé régis par les conventions collectives applicables au personnel des organismes de sécurité sociale ;
- des agents régis par le statut général de la fonction publique ;
- des agents soumis à un statut de droit public fixé par décret.

Il participe au comité exécutif de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (Ucanss). Il procède aux nominations des directeurs et agents comptables des caisses dans les conditions prévues par l'article L. 217-3 du code de la sécurité sociale. Il peut mettre fin aux fonctions d'un directeur de caisse dans les conditions prévues à l'article L.217-3-1 et R.217-11 du Code de la Sécurité Sociale. Il procède à l'évaluation des directeurs de caisse dans l'exercice de leurs missions.

Il met en œuvre les services communs dans les conditions prévues à l'article L. 216-2-1 du code de la sécurité sociale.

Il est responsable des traitements informatiques nationaux assurés par les organismes de la branche.

Il est directeur des publications nationales de la branche Famille. Les publications de la Branche font l'objet d'une décision qui en fixe l'objet, le support ainsi que les conditions de définition de la ligne éditoriale et d'élaboration du contenu.

Il organise, conjointement avec l'agent comptable, l'audit des organismes.

Article 4 – L'ensemble des services de la Cnaf est placé sous l'autorité du directeur général.

Dans la direction de la Cnaf et le pilotage de la branche Famille de la sécurité sociale, le directeur général est assisté par l'ensemble de la direction qui est composée :

- d'un directeur de cabinet ;

¹ Pour éviter de modifier le règlement à chaque changement de titulaire d'une fonction et en faciliter la lecture, les titres sont au masculin sans contrevenir au principe d'égalité entre les femmes et les hommes

- d'un agent comptable national ;
- de trois directeurs généraux délégués ;
- d'un secrétaire général ;
- de directeurs;
- de directeurs de projet ;
- de directeurs évaluateurs ;

À qui il peut déléguer certaines de ses compétences.

Article 4.1 – L'Etablissement public est organisé selon quatre niveaux hiérarchiques placés sous l'autorité d'un responsable ayant des fonctions d'encadrement :

- les directions ou missions ;
- les départements ;
- les pôles ;
- les services.

Article 5(*) –Le directeur de cabinet est en charge des relations avec les instances (conseil d'administration et commissions spécialisées), et les cabinets ministériels et les parlementaires secondé en cela par un sous-directeur, chargé de missions et des relations avec le parlement, et d'un responsable des instances. Il assiste le Directeur Général dans la coordination des directions de la Cnaf et des Caf.

Article 5.1 – Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de cabinet, le sous-directeur chargé de missions et des relations avec le parlement assure la préparation et la coordination des ordres du jour du comité exécutif (Comex), le relevé de décisions et le suivi du Comex, la veille et le suivi des principaux rapports d'études et de contrôle, ainsi que la coordination des relations parlementaires.

Article 5.2 – Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de cabinet, le responsable du pôle « instances » est chargé de la gestion et de l'organisation des réunions du conseil d'administration et de ses commissions.

A ce titre, il participe à l'élaboration de l'ordre du jour, envoie les convocations et documents préparatoires, rédige les relevés de décisions et procès-verbaux, prépare la salle de réunion, accueille les participants.

Il assure également un rôle de relais d'information administrative entre les administrateurs et les services de la Cnaf, et gère les opérations administratives relatives aux administrateurs.

Il a un rôle de référent budgétaire pour la direction générale, et assure la coordination des dossiers « distinctions honorifiques ».

Article 5.3 – Le chef de cabinet, sous l'autorité fonctionnelle du directeur de cabinet, est chargé d'assurer le suivi des déplacements et de la communication du directeur général. Il facilite les relations internes et externes de l'établissement public.

Article 6 – Pour assurer la préparation et le suivi des décisions du conseil d'administration et de ses commissions, en relation avec les autorités de tutelle et les partenaires institutionnels, le président du conseil d'administration de la Cnaf dispose d'un cabinet dirigé par un directeur de cabinet. Celui-ci exerce sa mission en étroite relation avec le directeur de cabinet du directeur général.

Article 7 – Le soutien à chaque commission et la coordination des dossiers présentés sont assurés par un membre de la direction de la Cnaf qui est, en lien avec le président du conseil d'administration et son directeur de cabinet, le correspondant de chaque président de commission :

- pour la commission de financement (Cf) : l'agent comptable ;
- pour la commission des prestations légales et de la législation (Cpll) : le directeur général délégué chargé des politiques familiales et sociales ;
- pour la commission d'action sociales (Cas) : le directeur général délégué chargé des politiques familiales et sociales ;
- pour la commission d'administration générale (Cag) : le directeur général délégué chargé du réseau ;
- pour la commission de la recherche et de la prospective (Crp) : le directeur des statistiques, des études et de la recherche ;
- pour la commission de l'information et de la communication (Cic) : le directeur de l'information et de la communication ;
- pour la commission des relations internationales (Cri) : le directeur des relations européennes internationales et de la coopération ;
- pour la commission consultative des systèmes d'information (Cccsi) : le directeur général délégué chargé des systèmes d'information.

Article 8 – Outre la direction générale, la Cnaf est composée :

- d'un secrétariat général (Sg) ;
- d'une agence comptable nationale (Acn),
- d'une direction des politiques familiale et sociale (Dpfas) ;
- d'une direction du réseau (Dr) ;
- d'une direction des statistiques, des études et de la recherche (Dser) ;
- d'une direction de l'évaluation et de la stratégie (Des).
- d'une mission de la gestion des cadres dirigeants (Mgcd) ;
- d'une mission des relations européennes, internationales et de la coopération (Mreic) ;
- d'une mission de l'information et de la communication (Micom) ;
- d'une mission de l'audit de la conformité informatique et libertés et de la sécurité du système d'information (Macssi) ;
- des directions et missions qui sont rattachées au directeur général délégué chargé des systèmes d'information (Dsi).

Article 9 – L'accomplissement des missions se fait dans le respect des personnes et des principes fixés dans la charte de la laïcité de la Branche famille et de ses partenaires ainsi que, des règles de confidentialité et de déontologie inhérentes à celles-ci.

FONCTIONNEMENT ET GESTION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC

Article 10 – Le secrétaire général est chargé d'assurer la gestion des moyens dans les domaines des ressources humaines, des locaux, de la logistique, des affaires juridiques et des achats et marchés et des ressources documentaires de l'établissement public.

Il est également en charge de la réalisation des objectifs de celui-ci en matière de développement durable.

Il est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un schéma de développement des ressources humaines de l'établissement public.

Il assume la gestion des ressources humaines de l'établissement public : recrutement, formation, gestion prévisionnelle des emplois et des effectifs, rémunération, paie et contrats de travail, etc.

Il assure le suivi des instances représentatives du personnel et représente l'employeur lors des négociations avec les organisations syndicales représentatives.

S'agissant des achats et marchés, il répond aux besoins et assure la passation des marchés pour l'établissement public mais aussi, dans certains domaines pour le compte du réseau.

Il gère les affaires juridiques et contentieuses de l'établissement public. Il conseille et peut accompagner les organismes du réseau notamment lorsque les dossiers concernés revêtent une dimension nationale.

Il est l'interlocuteur des avocats et conseils de la Cnaf.

En matière de gestion documentaire il met en œuvre une gestion des archives répondant aux critères de certification et contribue à une démarche de développement du management des connaissances.

Il assure la gestion de l'arrivée et du départ du courrier de la Cnaf en tenant compte de la dynamique de dématérialisation.

Le secrétariat général élabore le budget annuel de l'établissement public et assure sa gestion après son approbation par le conseil d'administration et les autorités de tutelle. Il participe au développement de la politique de contrôle interne et assure le contrôle de gestion de l'établissement public pour le directeur général.

Il est l'interlocuteur du contrôleur général économique et financier.

Il est représenté sur les implantations occupées par la caisse nationale par un responsable de site et en assure la coordination des interventions.

Article 11 – Placé sous l'autorité hiérarchique du secrétaire général, secondé par un directeur adjoint, le secrétariat général (Sg) est composé de trois départements :

- le département « politiques budgétaires et ressources humaines » ;
- le département « cadre de travail et animation locale »
- le département « affaires juridiques et commande publique » ;

Article 11.1 – Placé sous l'autorité hiérarchique du secrétaire général adjoint, le département « politiques budgétaires et ressources humaines » est composé de trois pôles :

- le pôle « développement des ressources humaines et dialogue social »
- le pôle « gestion administrative du personnel » ;
- le pôle « budget et développement durable ».

Il est chargé de piloter les politiques budgétaires et de ressources humaines de l'établissement public. Il contribue à la gestion administrative d'une partie du personnel en articulation avec les équipes présentes dans les sites et au développement des ressources humaines.

Il coordonne la démarche de développement durable de l'établissement public.

Article 11.2 -Placé sous l'autorité hiérarchique d'un directeur directement rattaché au secrétaire général, le département « cadre de travail et animation locale » a en charge la sécurité des personnes et des biens, l'entretien du patrimoine, la maintenance et la logistique. Il est composé :

- du pôle Maintenance / Gestion documentaire sur le site de Paris qui regroupe le pôle « maintenance et gestion des biens » et le pôle « information, documentation et connaissance » qui est chargé de la documentation, des archives, du courrier et de la reprographie. De concert avec la Micom et les autres directions de la Cnaf et en lien avec le directeur de projet, il contribue au développement du management des connaissances. ,
- des équipes administratives présentes sur les sites en région, placées sous la responsabilité hiérarchique du responsable de site et contribuant principalement aux activités relatives aux ordonnancements ou à la gestion administrative du personnel.

Article 11.3 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, directement rattaché au, secrétaire général le département « juridiques et commande publique » a en charge :

- la politique des achats ;
- les expertises juridiques et des marchés publics ;
- le pôle « commandes établissement public ».

Il est chargé de la gestion de la politique d'achat et pilote les procédures de marchés.

Il gère les affaires juridiques et contentieuses en relation, le cas échéant, avec les avocats et conseils.

L'expertise et les marchés nationaux mutualisés relèvent également de sa compétence.

Article 11.4 – Le responsable de site est chargé de veiller à la vie collective sur l'implantation (notamment sur les dimensions logistiques), à la sécurité des personnes et des biens et au respect des règles collectives, en lien avec les lignes hiérarchiques des équipes présentes sur le site.

Il est l'interlocuteur des instances et autorités locales. Il peut contribuer au dialogue social.

Il assure le management des équipes administratives présentes localement.»

Article 12 – L'agent comptable national est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé de la sécurité sociale et du budget. Dans le respect du principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable, il assure, par délégation du directeur général, la direction de l'ensemble des services comptables et financiers de la Cnaf et pilote les fonctions comptables de la branche Famille.

A ce titre, il élabore et diffuse la norme comptable au réseau des Caf et l'implante dans les applicatifs mis à leur disposition. Il contrôle, centralise et combine les comptes des organismes. Il produit des données financières et comptables mensuelles et annuelles à destination des autorités de tutelle et de l'info centre. Il produit les états financiers annuels de la branche Famille et de la Cnaf.

Il participe aux instances comptables nationales du conseil de normalisation des comptes publics (Cnocp) et du comité d'harmonisation inter régimes des comptes des organismes de sécurité sociale (Chircoss). Il est le correspondant exclusif de la mission comptable permanente de la direction de la sécurité sociale.

Il assure légalement les fonctions financières de la branche Famille. A ce titre, il gère les conventions financières et traite les flux financiers avec les grands partenaires tels que l'Etat et les autres caisses nationales. En relation avec l'agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos), il assure la gestion de la trésorerie de la branche Famille ainsi que son organisation bancaire (marchés, instructions, relations bancaires).

Il assure la validation des comptes des organismes de la branche Famille, dans le cadre de la certification des comptes. Il évalue la mise en œuvre des dispositifs de contrôle interne de la branche et l'application des règles comptables. Il émet une opinion sur le contrôle interne et sur les comptes des organismes.

Avec le directeur général de la Cnaf, il est co-responsable de la politique de maîtrise des risques de la branche Famille dans le cadre du décret n° 2013-917 du 14 octobre 2013 relatif au contrôle interne des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et des organismes concourant à leur financement. Il définit et organise les contrôles relevant des agences comptables de la branche Famille et pilote la mise en œuvre des outils d'évaluation de la qualité.

Il définit et pilote la politique de recouvrement des créances de la branche famille ou dont le recouvrement est confié par un tiers, à l'exception de l'Asfr. A ce titre, il élabore avec la Dpfas la doctrine relative à la gestion de la créance (admission en non-valeur, accès à la Cra, prévention de la prescription, etc.) et à son recouvrement en phase amiable et contentieuse (barèmes du recouvrement, fongibilité, mise en demeure, contrainte, etc.). Cette politique est définie dans le cadre de l'offre globale de service en lien avec la Dr responsable de la lutte contre la fraude, du dispositif de télé recouvrement, du pilotage de l'activité contentieuse et de la maîtrise d'ouvrage des outils contentieux.

Il veille pour ce qui le concerne à la bonne mise en œuvre du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Il participe à la maîtrise d'ouvrage informatique de la branche Famille. A ce titre, avec le directeur général de la Cnaf, il est co-responsable des recettes de l'ensemble des applicatifs ayant des impacts financiers et délègue les autorisations de recettes. Il assure la maîtrise d'ouvrage des applicatifs financiers et comptables.

Il anime le réseau des agents comptables et fondés de pouvoir de la branche Famille.

Il établit le dossier de clôture des comptes de la branche Famille et participe à la représentation de la Cnaf dans le processus de certification.

Il assure les missions relevant de l'agent comptable dans le cadre de la gestion de l'établissement public : contrôle, comptabilisation et paiement des factures liées au fonctionnement et à l'investissement, contrôle et mise en paiement de la paie et des indemnités dues aux administrateurs, recouvrement des créances, inventaire des biens mobiliers et immobiliers, vérification des habilitations, production des comptes annuels et du dossier de clôture.

Il assure les opérations comptables et les paiements du fonds national de financement de la protection de l'enfance.

Il participe à la mise en œuvre du schéma directeur d'information et de communication en relation avec les autres directions concernées.

Il assure la coordination et la préparation des travaux de la commission de financement (Cf) du conseil d'administration.

Article 13 – Placé sous l'autorité hiérarchique de l'agent comptable national, l'agence comptable (Ac) est composée de trois départements :

- le département « normes et audits de validation » ;
- le département « finances et production des comptes » ;
- le département « sécurisation et animation des activités ».

Article 13.1 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, fondé de pouvoir, le département « normes et audits de validation » est composé de deux pôles.

Le pôle « normes et méthodes comptables » définit et harmonise les pratiques comptables des organismes de la branche Famille. Il détermine les règles comptables, le plan comptable de la branche Famille et les diffuse sous forme de lettres au réseau à valeur normative pour la branche et de réponses aux questions des Caf, dans le cadre réglementaire. Il automatise ces règles dans les applicatifs de la branche Famille (Magic, Cristal, GRH), et met à jour les tables et interfaces correspondantes. Il définit les actions d'amélioration du contrôle interne comptable et de l'efficience des processus comptables.

Le pôle « audits de validation » réalise les audits de validation constitués des audits de contrôle interne des organismes de la branche Famille et des audits comptables. Il établit les outils et décline, en concertation avec le certificateur, le référentiel d'audit constitué notamment du dossier de contrôle interne et dossier de clôture. Il établit le rapport annuel de validation des comptes, incluant l'opinion de validation de l'agent comptable national pour chaque organisme, destiné au certificateur et à la tutelle. Il participe au dispositif d'amélioration continue du contrôle interne de la branche, en lien

avec la Macssi, dans le cadre du plan pluriannuel d'audit (Ppa) défini conjointement par le directeur général et l'Acn.

Article 13.2 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, fondé de pouvoir, le département « finances et production des comptes » est composé de trois pôles.

Le pôle « opérations de la Cnaf » tient la comptabilité de l'établissement, assure ses paiements, gère sa trésorerie et garantit par la vérification comptable le respect des enveloppes budgétaires. Il établit les états financiers de la Cnaf Etablissement Public. Ce pôle mobilise des collaborateurs au siège ainsi que sur les autres sites de l'établissement public. Le pôle « finances » assure les relations financières et comptables avec les partenaires bancaires, les régimes spéciaux, l'Etat et autres organismes publics et de Sécurité sociale.

Le pôle « combinaison des comptes » assure la production mensuelle des comptes. Il réalise annuellement, le contrôle des comptes des organismes, leur centralisation et l'établissement des comptes combinés de la branche.

Article 13.3 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, fondé de pouvoir, le département « sécurisation et animation des activités » est composé de deux pôles.

Le pôle « contrôle interne et recouvrement » définit, programme et suit les objectifs et réalisations des agences comptables dans le domaine du contrôle interne. Il est plus particulièrement chargé du contrôle métier et de la lutte contre la fraude interne. Il participe en lien avec les directions/missions (Dr/Dsi/Dpfas/Macssi) à l'élaboration et la mise en œuvre du contrôle interne de la branche Famille et à la définition de l'ensemble de la stratégie dans le cadre de la co responsabilité exercée par l'agent comptable national. Par ailleurs, il pilote la politique de recouvrement des créances, définit les objectifs et processus, et les évalue.

Le pôle « maîtrise d'ouvrage » assure la maîtrise d'ouvrage des outils comptables et financiers, participe aux maîtrises d'ouvrages des autres applicatifs ayant un impact financier, assure les développements fonctionnels de l'applicatif de centralisation combinaison ainsi que les développements et la maintenance des outils bureautiques comptables. Il prépare pour l'agent comptable national les décisions relatives aux recettes des applications ayant un impact financier. Il valide les habilitations de l'établissement public et de l'applicatif de combinaison centralisation. Il définit et assure le suivi des audits informatiques mandatés par l'agent comptable national.

Le département sécurisation et animation des activités est enfin chargé de l'animation des agences comptables du réseau, et en particulier du suivi des projets ayant un impact sur leur fonctionnement ou leur structuration (moyens, mutualisations, etc.).

CONCEPTION ET PILOTAGE DES POLITIQUES FAMILIALE ET SOCIALE

Article 14 – Le directeur général délégué chargé des politiques familiale et sociale assure la gestion des conditions générales de droit, des prestations légales et d'action sociale issue de la législation nationale comme des conventions internationales et du droit européen.

Il garantit l'élaboration et l'implantation des politiques sociale et familiale en déployant les évolutions réglementaires dans les systèmes d'information dans le respect du juste droit et de la maîtrise des risques. Il assure le pilotage du processus d'implantation de la réglementation et l'évaluation des politiques mises en place en partenariat avec l'Etat. Il autorise la mise en production des versions des systèmes d'information pour assurer la gestion des prestations légales et d'action sociale, en collaboration avec l'Agence comptable nationale et la direction du réseau. Il contribue au suivi des versions informatiques, aux évolutions des systèmes d'information et à la gestion des incidents.

En matière de prestations légales comme d'action sociale, il élabore des circulaires, ou lettres au réseau ou instructions destinées aux Caf. Il leur apporte son expertise ainsi qu'aux partenaires. Il pilote ou copilote des groupes de travail et anime ou participe à des séminaires, formations ou colloques.

Il pilote la mission « ressources et simplifications » et, en coordination avec la direction du réseau, les projets liés à l'offre globale de service déclinée en parcours.

Il élabore des propositions sur les projets de réforme ou d'évolution des politiques avec les pouvoirs publics et/ou les partenaires et représente la Cnaf dans des groupes de travail ou des instances nationales. Il conduit les stratégies partenariales pour mettre en place la réglementation et rechercher de façon continue la simplification dans le cadre des échanges dématérialisés entre partenaires.

Il gère la politique d'action sociale et ses évolutions et consolide la doctrine financière de la branche Famille en la matière. Il conduit le projet de transformation du système d'information Oméga.

Il assure la fonction de médiation tant vis-à-vis des allocataires que des partenaires. Il est le référent de la Cnaf en termes d'accès aux droits.

Il assure également la gestion du fonds national de financement de la protection de l'enfance mis en place par le décret n° 2010-497 du 17 mai 2010 relatif audit fonds.

Il participe à la mise en œuvre du schéma directeur d'information et de communication.

En relation avec les autres directions concernées, il assure la coordination et la préparation de la commission de l'action sociale (Cas) et de la commission des prestations légales et de la législation (Cpll).

Article 15 – Placée sous l'autorité hiérarchique du directeur général délégué chargé des politiques familiale et sociale, secondé par un directeur adjoint, la direction des politiques familiale et sociale (Dpfas) est composée de quatre départements :

- le département « gestion et financement de l'action sociale » ;
- le département « enfance et parentalité » ;
- le département « insertion et cadre de vie » ;
- le département « échanges et appui à l'implantation de la réglementation ».

Un chargé de mission « ressources et simplification », rattaché au directeur adjoint, est chargé de la maîtrise d'ouvrage du dossier acquisition des ressources auprès de la direction générale des finances publiques et de l'ensemble des modes d'acquisition des ressources. En lien avec la direction du réseau, il est également chargé de la maîtrise d'ouvrage des dossiers de procédures et téléprocédures implantées dans le caf.fr ainsi que de la liquidation automatique qui en découle. Il est par ailleurs référent du processus formulaires au sein de la Cnaf.

La mission coordination est chargée de la coordination des maîtrises d'ouvrage, du suivi du processus d'implantation de la réglementation et de la simplification. Elle assure également l'organisation de la gestion de l'information et de la production documentaire au sein de la Dpfas.

Un chargé de mission éclaire la direction dans les décisions à prendre en matière d'actualité politique et élabore les dossiers soumis à la commission des prestations légales.

Un chargé de mission est placé auprès du directeur général délégué pour l'appuyer dans la gestion des maîtrises d'ouvrage.

Article 15.1 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, le département « gestion et financement de l'action sociale » est composé de trois pôles et deux référents :

- le pôle « financement de l'action sociale » ;
- le pôle « maîtrise d'ouvrage des aides collectives d'action sociale » ;
- le pôle « maîtrise des activités et des risques » ;
- le référent gestion de la connaissance métier en action sociale ;
- le référent Sid action sociale.

Il est chargé de la gestion et du financement de l'action sociale et participe à la négociation du fonds national de l'action sociale (Fnas) avec les services de l'Etat. Il rend compte des prévisions et de son exécution. A ce titre, il élabore, pilote et ordonnance le Fnas. Il exerce également la tutelle sur les budgets d'action sociale des Caf (notification des crédits, suivi des effectifs budgétaires, approbation des budgets et des opérations d'investissement, avis sur les opérations immobilières, contrôle de l'arrêté des comptes).

Il assure la maîtrise d'ouvrage pour les applicatifs (Sias et Oméga) relatifs aux aides financières contractuelles (Afc) ainsi que celle de la base documentaire métier.

Il développe la politique de maîtrise des risques relative aux aides financières contractuelles (Afc), notamment pour le contrôle sur place des partenaires.

Article 15.2 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur et rattaché au directeur adjoint, le département « enfance et parentalité » est composé de deux pôles :

- le pôle « petite enfance » ;
- le pôle « famille, jeunesse, parentalité ».

Il est chargé de :

- la réglementation des prestations légales et de l'action sociale liées à la petite enfance, la démarche de conventionnement territorial global et assure la maîtrise d'ouvrage du site Internet www.mon-enfant.fr;
- la gestion des prestations légales familiales, les conditions générales de droit, la réglementation issue des conventions internationales et du droit européen, l'assurance vieillesse des parents au foyer, le transfert des régimes spéciaux vers le régime général, la politique d'action sociale en matière de jeunesse, de soutien à la parentalité, d'aide aux vacances ;
- la représentation de la Cnaf à l'extérieur sur les sujets relevant de son domaine de compétence.

Article 15.3 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur et rattaché au directeur adjoint, le département « insertion et cadre de vie » est composé de deux pôles :

- le pôle « logement et vie sociale » ;
- le pôle « solidarités, insertion et contentieux ».

Il est chargé de :

- la réglementation des prestations légales et de l'action sociale en matière de logement, l'animation de la vie sociale, la politique de la ville et la contractualisation avec les associations nationales ;
- la gestion des minima sociaux, les prestations liées au handicap, l'allocation de soutien familial, l'aide à domicile, les interventions de travail social, les aides financières individuelles et les dossiers juridiques (tutelles, créances, contentieux, secret professionnel) ;
- la représentation de la Cnaf à l'extérieur sur les sujets relevant de son domaine de compétence.

Article 15.4 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur et rattaché au directeur adjoint, le département « échanges et appui à l'implantation » est composé du pôle « automatisation des échanges ».

Il est chargé de :

- la maîtrise d'ouvrage des échanges dématérialisés d'information entre partenaires (Dgfip, Pôle emploi, bailleurs etc.) dans le domaine des prestations légales, et d'en assurer le suivi après leur mise en œuvre ;
- déployer les projets partenariaux dématérialisés à enjeux multiples et destinés à simplifier la gestion des droits ;

- des circuits de gestion de l'assurance vieillesse du parent au foyer (Avpf) ;

Article 15.5 – Sont également rattachés au directeur général délégué chargés des politiques familiale et sociale :

- La direction de projet « Mobilisation pour les valeurs de la République » ;
- La direction de projet « accueil des réfugiés » ;
- la direction de projet « référentiels » ;
- le pôle « médiation »

Article 15.6 (*) – Le directeur de projet « Mobilisation pour les valeurs de la République » assure la coordination des actions conduites à ce titre par la caisse, par les directions de la Cnaf et par les partenaires. Il coordonne notamment, dans le cadre des entretiens fixés par le comité constitutif et de suivi de la Charte de la laïcité, la promotion de ces valeurs et la présentation de la radicalisation. Il assure également la coordination des relations partenariales de la Branche Famille.

Article 15.7 – Le directeur de projet « accueil des réfugiés » est chargé, en lien avec les services ministériels, de la coordination des actions inter-caisses sur l'accueil des réfugiés, des modalités d'accès aux droits ainsi que du repérage et de la diffusion des bonnes pratiques. Il lui incombe de faire remonter toute difficulté d'application de la mise en œuvre des dispositifs.

Il peut être amené à représenter en tant que de besoin la Cnaf au sein des instances dédiées internes ou externes. Il peut être amené à se déplacer au sein des structures d'hébergement des populations réfugiées pour s'assurer du bon déroulement des actions définies nationalement.

Il rend compte régulièrement de sa mission au directeur général délégué, chargé des politiques familiale et sociale ainsi que si nécessaire au directeur général.

Article 15.8 – Le directeur de projet « référentiels » est responsable de la mise en place et de la maintenance des référentiels des personnes et des tiers et pilote des processus associés et contribue, par ailleurs, au titre de la Cnaf, à la maîtrise d'ouvrage sur les référentiels communs de la protection sociale.

Article 15.9 – Le pôle « médiation » participe à la politique d'accès aux droits de la branche Famille et est chargé de répondre aux demandes d'intervention des allocataires ou des partenaires. Cette fonction s'inscrit dans le cadre d'un réseau de médiateurs des Caf, dont le pôle assure l'animation.

PILOTAGE ET COORDINATION DU RESEAU

Article 16 – Le directeur général délégué chargé du réseau pilote le réseau des Caf en garantissant les objectifs de qualité de performance et d'efficience de la branche Famille. Pour ce faire, il conseille et accompagne tant individuellement que collectivement les Caf. Cette fonction est renforcée pour les Caf dites à « forts enjeux ».

En matière de production, il pilote l'écoulement régulier de la charge de travail des Caf et de la Cmaf au moyen d'une stratégie axée sur la qualité de service et l'efficience. A ce titre, il pilote les dispositifs nationaux de production et de renforts téléphoniques ainsi que les activités mutualisées (gestion des dossiers des travailleurs migrants (Tim), télé recouvrement, assurance vieillesse des parents au foyer (Avpf), allocation de soutien familial (Asf), etc.).

Il structure et pilote la relation de service des Caf, des CCSS et de la Cmaf avec les allocataires : développement de la qualité de service, mise en œuvre de la doctrine d'accueil, prise en charge des types de contact et des outils associés (accueil, téléphone, écrits, réclamations, caf.fr, bornes), développement d'une gestion multi canal de la relation client, déclinaison des parcours en coordination avec la Dpfas.

Il pilote le management des connaissances métiers dans le domaine de la production et de la relation de service de la branche Famille. Il réalise les études d'impact « usagers » et « métiers » portant sur les évolutions en matière de relation de service. Il pilote le centre national d'appui aux métiers ainsi que les huit centres de ressources de la branche Famille avec l'appui, d'une part, de la direction des systèmes d'information (Dsi) et, d'autre part, de la direction de l'évaluation et de la stratégie (Des).

Il définit et assure le maintien du process de production et contribue au projet de simplifications engagé par la branche Famille. Il optimise, en lien avec le directeur général délégué chargé des systèmes d'information, les processus de gestion et coordonne le déploiement des processus dans le réseau. Il organise la recette fonctionnelle des applications en lien avec la DSI, les maîtrises d'ouvrage et les caf de recette.

Il anime la démarche de mutualisation de la branche Famille et coordonne l'élaboration et la mise en œuvre des schémas régionaux de mutualisation prévus dans la Cog.

Il définit, met en œuvre et pilote la politique des ressources humaines de la branche Famille. A ce titre, il assure le lien avec l'Ucanss et contribue à l'évolution des textes conventionnels ainsi qu'aux travaux inter branches. Il représente la Cnaf dans les instances conventionnelles. Il pilote le service national de gestion de la paie.

Il élabore et pilote le budget relevant du fond national de gestion administrative (Fnga) en lien avec les autorités de tutelle auprès desquelles il rend compte de son utilisation. Il exerce une tutelle budgétaire sur les Caf, les centres de ressources et la Cmaf (notification des crédits, suivi des effectifs budgétaires, approbation des budgets et des opérations d'investissement, locaux et nationaux immobiliers et informatiques, validation de la clôture budgétaire, suivi des effectifs et de la rémunération moyenne des personnes en place (Rmpp), etc.). Il notifie les ressources de la Cnaf et suit l'exécution de son budget dans le cadre du Fnga et des prévisions budgétaires qui sont communiquées aux autorités de tutelle. Il élabore le plan national immobilier

(Pni) soumis à la commission de gestion administrative (Cag). Il en assure le pilotage et le suivi. Il conclue avec l'Ucanss et les organismes du réseau de la branche Famille les contrats afférents aux opérations en termes de travaux, délais et financement. Il conseille et accompagne les organismes en matière immobilière et pilote le réseau d'experts immobiliers.

Il définit, met en œuvre et pilote la politique d'achats de la branche Famille et il participe à la définition, à la mise en œuvre et au pilotage de la politique d'achats de l'inter branches dans l'ensemble des domaines où des gains d'efficacité ou des économies de gestion sont possibles. Il pilote le réseau des experts achats.

Avec l'agent comptable national et par délégation du directeur général, il est coresponsable de la politique de maîtrise des risques et participe à la définition de la stratégie de contrôle interne de la branche Famille. Il en assure la coordination pour le compte de l'ordonnateur. A ce titre il collabore aux travaux relatifs à la certification des comptes de la Branche par la Cour des comptes. Il anime la démarche qualité intégrée et le management par processus.

Il définit pour l'établissement public, en lien avec l'agent comptable national, le secrétaire général et le directeur de l'audit général et du contrôle de la conformité informatique et libertés et de la sécurité des systèmes d'information, les orientations relatives au contrôle interne.

Il définit, met en œuvre et assure le suivi du plan de lutte contre la fraude. Il pilote l'activité de contrôle sur place et anime le partenariat avec la direction nationale de lutte contre la fraude (Dnlf), les organismes de protection sociale et l'ensemble des acteurs concernés par la lutte contre la fraude aux plans national et local. En lien avec le secrétaire général, il pilote l'activité contentieuse dans ce domaine.

Il est responsable du dispositif de télérecouvrement, du pilotage de l'activité contentieuse et de la maîtrise d'ouvrage des outils contentieux.

Il assure la maîtrise d'ouvrage des applicatifs : Nims, Tacite, Habnims, Corali/nsf, caf.fr (pour les rubriques relevant de la relation de service et liquidation automatique en copilotage avec la Dpfas) et des outils du Sirh (Grh, clea, Récit, Gpec, formation) dans le respect des doctrines et des normes définies en matière de sécurité des systèmes d'information qui relève de la responsabilité conjointe du directeur général et de l'agent comptable.

Il contribue au suivi des versions informatiques, aux évolutions du système d'information et à la gestion des incidents.

Il pilote, en lien avec la Micom, le comité de pilotage Caf.fr et assure la coordination des maîtrises d'ouvrage concernées.

Il participe à la mise en œuvre du schéma directeur d'information et de communication.

En relation avec les autres directions concernées, il assure la coordination et la préparation de la commission d'administration générale (Cag).

Article 17 – Placée sous l'autorité hiérarchique du directeur général délégué, chargé du réseau, secondé par un directeur adjoint, la direction du réseau (Dr) est composée de six départements :

- le département « mutualisation et production » ;
- le département « démarche qualité intégrée » ;
- le département « maîtrise des risques, lutte contre la fraude, pilotage des outils et de l'activité du contentieux » ;
- le "département de l'appui à la relation de service et au métier"
- le département « ressources humaines du réseau » ;
- le département « gestion budgétaire, immobilière et achats nationaux ».

Article 17.1 – Rattachés au directeur adjoint, les quatre premiers départements, sont chargés d'assurer la production, la qualité et la régularité du service rendu à l'allocataire.

Le chargé de mission « analyse de la production de service » est chargé d'apporter une aide à la décision et un appui opérationnel aux départements en charge de la production du service.

Article 17.1.1 - Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, le département « production » est chargé de :

- Contribuer à l'écoulement régulier de la charge de travail
- Définir et maintenir le process de production au moyen d'une stratégie axée sur la qualité de service et l'efficience,
- Piloter l'éditique de la branche Famille ;
- Piloter les dispositifs nationaux de production et de renforts téléphoniques,
- Coordonner le programme « CAF à forts enjeux » ;
- Coordonner les activités mutualisées (gestion des dossiers des travailleurs migrants (Tim), assurance vieillesse des parents au foyer (Avpf), allocation de soutien familial (Asf), etc.) ;
- Assurer la MOA pour la base unique allocataire.

Article 17.1.2 - Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur le département « démarche qualité intégrée » est chargé de

- Mettre en œuvre une démarche de qualité intégrée basée sur le pilotage des activités par les processus et la supervision,
- D'organiser la coordination des thématiques relatives au contrôle interne ordonnateur. A ce titre il est chargé de l'organisation des travaux de cartographie des risques, de revue de Direction, et de structuration du plan de contrôle interne annuel.
- D'assurer la maîtrise d'ouvrage des applicatifs : Nims, Tacite, Habnims
- D'assurer la coordination des MOA de la Direction du réseau.

Article 17.1.3 - Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous- directeur le département « maîtrise des risques, lutte contre la fraude, pilotage des outils et de l'activité du contentieux » est chargé de :

- Contribuer avec l'agent comptable national et par délégation du directeur général à la définition de la politique de maîtrise des risques en pilotant la MDR relative aux données entrantes.
- Définir, mettre en œuvre et assurer le suivi du plan de lutte contre la fraude.
- Piloter l'activité de contrôle sur place
- Animer le partenariat avec la direction nationale de lutte contre la fraude (Dnlf), les organismes de protection sociale et l'ensemble des acteurs concernés par la lutte contre la fraude aux plans national et local.
- Piloter l'activité contentieuse et des outils contentieux dont l'outil NSF ;

Article 17.1.4 - Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, le "département de l'appui à la relation de service et au métier" (DARSEM) est en charge de deux missions et du pilotage d'un projet transversal de la Cnaf. Ses missions sont de :

- Structurer la relation de service des Caf avec les allocataires par la conception des doctrines, processus, organisation-repères et outils de la Branche nécessaires au pilotage des vecteurs de de la relation de service (accueil, téléphone, caf.fr, smartphones, écrits, réclamations, bornes, etc). Il assure aussi le développement d'une gestion coordonnée des canaux de contacts supports de la relation entre les usagers et les Caf, à partir de véritables parcours de contacts, en coordination avec la Dpfas.
- Piloter la conception, la gestion, la diffusion et l'évaluation des appuis destinés aux acteurs du service que sont les agents, les allocataires et partenaires. A ce titre, il assure le pilotage fonctionnel du Cnam qui produit dans la dimension nationale : les formations, documentations, aides en ligne et supports numériques utiles à la bonne mise en œuvre du service à l'usager et réalise l'analyse d'impact des évolutions sur les acteurs du service.

Du fait du rôle central que joue la relation de service dans l'écosystème numérique de la Branche et dans la politique d'inclusion numérique des allocataires, mais également en raison du rôle déterminant des appuis métiers que gère le département dans la politique Intranet de la Branche, le DARSEM assure , au travers d'un pilote nommé désigné par le directeur général, la direction du projet EDEN (environnement digital & écosystème numérique) qui est un projet transversal à la Cnaf.

Article 17.2 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, le département des « ressources humaines du réseau » comprend :

- le pôle « développement des ressources humaines réseau » ;
- le pôle « maîtrise d'ouvrage des systèmes d'information des ressources humaines » (Sirh).

Il est chargé de :

- définir et mettre en œuvre la politique ressources humaines de la branche Famille (cadre des politiques de rémunération, de recrutement et de formation, réalisation d'études de prospective métier, développement des formations métier de la branche Famille en relation avec le réseau institutionnel de formation, développement des outils de contrôle de gestion sociale pour les Caf) ;
- contribuer aux travaux interbranches et participer aux instances conventionnelles ;
- conseiller les organismes du réseau dans la mise en œuvre des dispositions réglementaires et conventionnelles en matière de ressources humaines ;
- assurer la maîtrise d'ouvrage gestion des ressources humaines et coordonner les maîtrises d'ouvrage partenaires du SIRH mutualisé ;
- piloter le service national de gestion de la paie.

Article 17.3 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, assisté d'un adjoint, le département « gestion budgétaire, immobilière et achats nationaux » est chargé de :

- élaborer le Fnga et le répartir entre les organismes du réseau de la branche Famille ;
- approuver le budget et la clôture des organismes dans le cadre du respect du fonds national de gestion administrative (Fnga) et des règles de la Cog ;
- élaborer le Pni et instruire les dossiers immobiliers sur lesquels la Cnaf est appelée à se prononcer ;
- définir, mettre en œuvre et piloter la politique d'achats mutualisés de la branche Famille ;
- participer à la définition, à la mise en œuvre et au pilotage de la politique d'achats de l'inter branches ;
- piloter le réseau des experts immobiliers et des conseillers achats de la branche Famille.

Article 18 – Sont également rattachés au directeur général délégué, chargé du réseau :

- la mission « gestion des dirigeants » ;
- les directions de projets « mutualisations régionales », « gestion des flux métiers », « continuité d'activité des caf » et « suivi et prise en charge des spécificités des territoires ultra marins ».

Article 18.1 – Coordonnée par un directeur, la mission gestion des dirigeants (Mgd) est composée :

- du collège des directeurs évaluateurs ;
- du pôle « accompagnement/développement professionnel des agents de direction » ;
- du pôle « recrutement et gestion des carrières ».

La mission est chargée de définir et de mettre en œuvre la politique de gestion des dirigeants et agents de direction de la branche Famille.

Le directeur de la mission gestion des dirigeants, secondé par un sous-directeur, est chargé de :

- représenter le directeur général, en cas d'empêchement aux réunions du comité des carrières, à la commission de la liste d'aptitude et aux instances paritaires sous l'égide de l'Ucanss relatives aux agents de direction ;
- représenter le directeur général au comité pédagogique national et au conseil d'administration de l'école nationale supérieure de la sécurité sociale (En3s) ;
- représenter le directeur général à la commission de discipline des agents de direction ;
- participer avec la Dss, l'En3s, l'Ucanss et les autres caisses nationales aux différentes instances permanentes ou groupes de travail traitant de la problématique des agents de direction ;
- participer aux réunions du collège des directeurs évaluateurs ;
- assurer la coordination et l'interaction entre toutes les entités de la mission, avec les autres directions de la caisse nationale et sur l'ensemble des processus pris en charge (recrutement - intégration - accompagnement/formation - évaluation - rémunération - gestion des parcours) ;
- assurer le secrétariat des différents comités de la caisse nationale en lien avec la gestion des dirigeants (Codir Gdd - Codir restreint Gdd - - comité de coordination et de suivi de la démarche d'évaluation).

La mission gestion des dirigeants contribue à :

- l'évaluation du potentiel des candidats aux postes de directeurs et d'agents comptables ;
- l'évaluation des candidatures pour l'inscription sur la liste d'aptitude L1 ;
- la réalisation d'entretiens professionnels ou de carrière pour alimenter la gestion des carrières des agents de direction de la branche Famille ;
- la prise en charge de missions spécifiques concernant les agents de direction, de nature personnelle ou en relation avec les différents processus de la gestion des dirigeants ;
- la réalisation d'études Gpec, de tableaux de bord et d'outils de reporting de l'activité ;
- la formation et à l'accompagnement individuel et collectif des agents de direction ;
- la formalisation des processus, procédures et outils d'informations destinés aux agents de direction de la branche Famille ;
- la relation de services avec l'ensemble des agents de direction de la branche Famille.

Article 18.2 – Le collège des directeurs évaluateurs organisé en portefeuille de Caf, est chargé :

- d'assurer le suivi du processus de prise de fonction des nouveaux directeurs (rapport d'étonnement/lettre de mission) ;
- d'assurer l'évaluation annuelle des résultats des directeurs de Caf et de la Cmaf en s'appuyant sur la lettre de mission de ces derniers et proposer l'attribution des parts variables ;
- d'assurer tous les quatre ans, l'évaluation de la maîtrise de la fonction des directeurs de Caf et de la Cmaf afin de proposer l'attribution de points au titre de la part pérenne ;
- de capitaliser les informations recueillies lors des différentes évaluations et faciliter l'appropriation des objectifs de la branche Famille par l'ensemble des directeurs de Caf et de la Cmaf ;
- d'identifier les besoins en formation ou d'accompagnement personnel des directeurs de Caf et de la Cmaf ;
- d'alimenter de leurs avis la gestion des carrières des directeurs de Caf et de la Cmaf ;
- de contribuer à l'ensemble des missions conjointes évoquées à l'article 18.1.

Article 18.3 – Le pôle « accompagnement/développement professionnel des agents de direction » est chargé de :

- centraliser l'ensemble des informations relatives aux besoins d'accompagnement et de développement professionnel des agents de direction des Caf et de la Cmaf et élaborer un plan annuel ;
- prendre en charge l'organisation de l'ensemble des dispositifs collectifs destinés aux agents de direction des Caf et de la Cmaf ou aux élèves des promotions de l'En3s ;
- gérer les relations pédagogiques avec l'En3s et les structures de formation concernant les agents de direction ;
- prendre en charge l'accompagnement personnel des agents de direction qui en feraient la demande ;
- contribuer à l'ensemble des missions conjointes évoquées à l'article 18.1.

Article 18.4 – Le pôle « recrutement et gestion des carrières » est chargé de :

- gérer le processus d'inscription des candidats sur la liste d'aptitude ;
- gérer le processus de présentation des candidatures au comité des carrières ;
- gérer le processus de gestion des carrières des agents de direction de la branche Famille ;
- gérer le processus de rémunération ressortant des évaluations et des situations personnelles ;
- gérer le processus de recours aux prestations de services extérieurs et de maintenance du système d'information dédié à la gestion des dirigeants ;
- contribuer à l'ensemble des missions conjointes évoquées à l'article 18.1.

Article 18.5 – Le directeur de projet sur les mutualisations régionales est chargé de piloter l'élaboration et la mise en œuvre des schémas régionaux de mutualisation.

Article 18.6 – Le directeur de projet gestion des flux est chargé d'animer les politiques d'acquisition des flux de la branche Famille.

Article 18.7 – Le directeur de projet « continuité d'activité » (Pca) est chargé de concevoir et maintenir les plans de continuité d'activité des Caf.

Article 18.8 – Le directeur de projet « suivi et prise en charge des spécificités des territoires ultra marins » est chargé d'identifier les dossiers particuliers aux territoires ultramarins, en particulier ceux concernant les départements d'outre-mer, de proposer des actions adaptées et d'en suivre la réalisation.

Article 19 – Deux structures d'appui au réseau sont également pilotées par le directeur général délégué chargé du réseau :

- le centre national d'appui aux métiers
- les centres de ressources

Article 19.1 – Le centre national d'appui aux métiers est chargé de concevoir et mettre en œuvre la formation et la documentation métier et de réaliser les tests utilisateurs et usagers.

Article 19.2 – Les huit centres de ressources inter régionaux, rattachés à des Caf et pilotés fonctionnellement par la direction du réseau, en coordination avec la Dsi et la Des, sont chargés :

- d'assurer un appui métier homogène au bénéfice des Caf et des CCSS qui intègre et concilie métier et outil. Cette homogénéité est matérialisée par la mise en place d'un socle commun d'expertise dans les domaines de l'ingénierie de production, l'action sociale, la relation de service, la maîtrise des risques, la démarche processus, les achats /marchés et l'aide au pilotage.
- de contribuer à la conduite et au déploiement des projets nationaux.

Les centres de ressources sont financés intégralement par la Caisse nationale. Une convention de gestion à laquelle est annexé un contrat d'objectifs et de services lie la Cnaf et la Caf à laquelle est rattaché le centre de ressources. Ce contrat définit la contribution des centres de ressources aux axes de la COG, leur plan de développement, les engagements de la Cnaf, les engagements de service des centres et les indicateurs associés.

CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Article 20 – Le directeur général délégué chargé des systèmes d'information est chargé de développer, maintenir et coordonner les systèmes d'information de la branche Famille, d'assurer la production informatique et de promouvoir l'innovation technologique au service des métiers.

Pour ce faire, il pilote les activités informatiques sur l'ensemble du territoire national, et, en lien avec la direction du réseau, assure l'animation des équipes informatiques des Caf des Ccss et de la Cmaf. Il organise et pilote les évolutions du réseau informatique ainsi défini.

Il pilote les projets relatifs aux systèmes d'information, l'avancement du schéma directeur du système d'information et sa déclinaison en plans projet annuels en lien avec le plan d'action institutionnel. Il pilote, en particulier, la transformation de la Dsi.

En lien avec la Des, il contribue à alimenter les comités et instances de gouvernance relatives aux évolutions des systèmes d'information pour aider à la prise de décision par le directeur général. A ce titre, il participe à l'analyse de la valeur, à l'estimation et à l'évaluation des projets.

Il assure la maîtrise d'ouvrage des outils de gestion des projets nationaux (Orchestra, référentiel des projets) et assure le développement et les évolutions des cartographies et architectures fonctionnelle, applicative et technique.

Il encadre et valorise les développements d'applicatifs locaux en relation avec les maîtrises d'ouvrages, la Des et la Macssi pour ce qui concerne la sécurité du système d'information et de la conformité informatique et libertés.

Il prépare, gère et suit le plan d'équipement informatique. En lien avec la direction du réseau, il définit les moyens nationaux délégués aux Caf. En coordination avec la direction du réseau et le Sg, il participe aux arbitrages financiers nécessaires aux moyens de fonctionnement et d'investissement courants des sites. En coordination avec la direction du réseau et du Sg, il participe à la politique nationale d'achat, prépare et suit les commandes passées sur le budget national ou local à la Cnaf en matière de systèmes d'information.

En coordination avec le Sg, il a en charge la valorisation et le développement des compétences des ressources humaines de la Dsi dans le cadre des orientations nationales définies par l'Ucanss et la Branche. Il assure notamment le suivi de la transformation et des effectifs dans le cadre de la réorganisation.

Il développe les outils et méthodes pour réaliser un contrôle de gestion informatique et mettre en place des indicateurs de performance de l'informatique. Il participe aux instances interbranches de benchmarking informatique.

Il a en charge l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, la réalisation des études, la conception, les expertises fonctionnelles et techniques, le développement et la maintenance des applications nationales.

Il apporte un support stratégique de proximité dans l'expression du besoin des directions et missions de la Cnaf.

Il a en charge l'intégration, la diffusion et le suivi des processus dans l'outil institutionnel TACITE. Il participe à la définition de la politique de sécurité informatique de la branche Famille et à la mise en œuvre du contrôle interne avec la Macssi et l'agence comptable.

Il contrôle la qualité des systèmes d'information et à ce titre s'assure de la correcte validation fonctionnelle et technique des applications nationales par les Caf de validation. En lien avec la direction du réseau et la direction de l'évaluation et de la stratégie, il met en œuvre les moyens techniques et organisationnels pour accompagner les maîtrises d'ouvrage dans la recette des applications. Par délégation du directeur général et en accord avec les maîtrises d'ouvrage, il fixe le contenu des versions informatiques.

Il assure le suivi des évolutions demandées par les maîtrises d'ouvrage et participe au suivi et à la résolution des incidents.

Il anime également avec les maîtrises d'ouvrage le réseau des Caf de recette et appuie la Dr et la Des dans l'animation des centres de ressources. Il assure la coordination et le suivi des recettes des applications nationales et leur correcte mise en production avec les directions concernées de la Cnaf. Il contribue à la disponibilité et la diffusion des supports d'accompagnement pour garantir la bonne appropriation des changements à mettre en œuvre.

Il met en œuvre les autorisations de mise en production après décision des maîtrises d'ouvrage concernées et participe à l'analyse de leur mise en œuvre (incidents éventuels, correctifs).

Il participe à la mise en œuvre du schéma directeur d'information et de communication.

Il assure le support, le développement et la maintenance des applications et infrastructures locales de l'établissement public en relation avec le secrétaire général.

En relation avec les directions concernées, il assure la préparation et la coordination des travaux de la commission consultative des systèmes d'informations.

Article 21 – Placée sous l'autorité hiérarchique du directeur général délégué chargé des systèmes d'information, secondé par un directeur adjoint, la direction des systèmes d'information (Dsi) est composée de cinq missions et de six directions :

- la mission « pilotage stratégique et gestion opérationnelle » ;
- la mission « transformation de la Dsi » ;
- la mission « définition et suivi du service aux Caf et aux partenaires » ;
- la mission « architecture d'entreprise et innovation » ;
- la mission « contrôle interne et sécurité » ;
- la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI » ;
- la direction « numérique et échanges » ;
- la direction « prestations et décisionnel » ;

- la direction « collaboratif et SI des fonctions support » ;
- la direction « qualification et tests » ;
- la direction « opérations et ingénierie technique » ;

Un chargé de mission « communication » directement rattaché au directeur général délégué des systèmes d'information, est chargé, en relation avec la Micom, de l'ensemble des activités de communication interne.

Le directeur adjoint a plus particulièrement en charge le pilotage national des systèmes d'information. A ce titre, le directeur adjoint à l'autorité hiérarchique directe sur la mission « pilotage stratégique et gestion opérationnelle ».

Article 22 – Placée sous l'autorité hiérarchique d'un directeur, la mission « pilotage stratégique et gestion opérationnelle » est chargée de :

- consolider la stratégie SI et piloter la feuille de route des priorités intégrées métier/SI ;
- aligner ces priorités avec les capacités d'exécution: gestion des moyens opérationnels de la Dsi et les fournisseurs en relation avec les autres missions et directions de la Cnaf ;
- piloter la performance via le contrôle de gestion et la consolidation des tableaux de bords de la Dsi.

Elle est composée de trois pôles :

- le pôle « feuille de route et portefeuille projets » ;
- le pôle « pilotage de la performance et contrôle de gestion » ;
- le pôle « gestion des moyens RH et financiers ».

Article 22.1 - Le pôle « feuille de route et portefeuille projets » est en charge de concevoir et mettre à jour la stratégie SI (SDSI)/PEI. Sur ces bases, il consolide et met à jour la feuille de route (élaborée par la direction « relation Moa et pilotage des évolutions du SI »), en vérifie la faisabilité y compris en terme de capacité à faire (achats, éléments budgétaires, plan de charge) et pilote le processus de prise de décisions/arbitrages. Il valide l'alignement des fiches d'expression de besoins (Feb) et du contenu des livraisons avec les objectifs stratégiques. Il assure le suivi d'avancement du Sdsi, y compris auprès des autorités de tutelle, et participe au PAI.

Article 22.2 - Le pôle « pilotage de la performance et contrôle de gestion » est en charge des activités d'évaluation et contrôle de la performance de la Dsi et du contrôle de gestion. A ce titre, il réalise des mesures de performance (indicateurs) et assemble des tableaux de bord. Sur cette base, il contrôle la conformité avec les objectifs de performance, réalise des benchmarks, établit et suit des plans d'action d'amélioration continue associés.

Article 22.3 - Le département « gestion des moyens RH et financiers » est chargé de la mobilisation efficiente des moyens alloués aux activités informatiques en collaboration avec le Sg représenté localement par le responsable de site.

Sur le plan budgétaire, en coordination avec la Dr, il participe à l'élaboration et la mise en œuvre de la Cog sur l'ensemble du périmètre SI. En coordination avec la Dr et le Sg, il pilote, négocie et suit le plan d'équipement informatique (Pei).

Sur le plan des achats, il définit et met en œuvre, en coordination avec le Sg, et dans le cadre des orientations de la politique nationale des achats, une stratégie d'achat nationale informatique (équipements et ressources) sur toutes les dépenses concourant au fonctionnement des SI, selon un processus national pour les achats informatiques. A cet effet, il collabore avec le département « affaires juridiques et commande publique » sur la relation avec les fournisseurs et l'exécution des marchés.

En relation avec le Sg et au regard des orientations de la politique RH de la Branche, il contribue à l'élaboration et à la mise en place d'une fonction RH nationale de la Dsi et la contribution et mise en œuvre pour la Dsi du schéma de développement des ressources humaines (Sdrh) de la Cnaf.

Article 23 – Placée sous l'autorité d'un directeur, la mission « transformation de la Dsi » est chargée d'accompagner le changement et de piloter la feuille de route de la transformation de la Dsi, afin de garantir la continuité de service et une cible organisationnelle optimisée.

Elle est composée de trois pôles :

- le pôle « accompagnement du changement et gestion des mobilités » ;
- le pôle « développement RH (y compris formation, recrutement, référentiel RH) et accompagnement managérial » ;
- le pôle « pilotage de la feuille de route » ;

Article 23.1 - Le pôle « accompagnement du changement et gestion des mobilités » a pour rôle d'identifier les aires de mobilités, les parcours d'évolution vers la cible et les formations nécessaires en coordination avec les managers et les équipes RH. Il assure la régulation des mobilités, de manière à garantir l'adéquation entre les besoins de l'organisme et les souhaits des agents. Il accompagne individuellement les différentes mobilités requises par la transformation et les parcours de carrière. Il évalue, localement et par direction, les conditions de mise en œuvre du changement. Interlocuteur des sites, il fait remonter les alertes sur les risques liés à la transformation et, avec l'accord des managers, intervient pour prévenir les risques ou résoudre des situations difficiles.

Article 23.2 - Le pôle « développement RH et accompagnement managérial », dans le cadre de la politique RH de la Branche, met en œuvre les processus opérationnel de gestion des formations et des recrutements, développe les capacités de pilotage RH, notamment les référentiels RH, intervient en appui ou conseil aux différentes directions et à leurs managers pour mettre en œuvre les solutions de conduite du changement nécessaires à la bonne marche de la transformation, et à la continuité de service qui doit être maintenue dans le même temps. Il veille aussi à la bonne animation managériale des aspects liés à la conduite du changement et propose les solutions d'animation appropriées en concertation avec le directeur concerné.

Article 23.3 - Le pôle « pilotage de la feuille de route » définit, suit et pilote la feuille de route de la conduite du changement qui se décline par direction, en

collaboration avec les directeurs de la Dsi. Il gère également la dimension « projet » de la conduite du changement et conçoit et aide à déployer les outils (kit, formation, etc.) propres à la conduite du changement.

Article 24 – Placée sous l'autorité d'un directeur, la mission « contrôle interne et sécurité » est chargée de :

- alimenter le contrôle interne de la Branche, sur la sécurité et la conformité des systèmes d'informations, la relation avec les autorités d'audit ou de certification, l'assurance qualité et le respect des méthodes et standards de la Dsi ;
- définir et mettre en œuvre des normes et standards de qualité, de sécurité et de gestion internes à la Dsi en relation avec la Macssi.

La mission « contrôle interne et sécurité » est composée de trois pôles :

- le pôle « pilotage et contrôle des politiques de sécurité et de conformité » ;
- le pôle « sécurité des projets » ;
- le pôle « évaluation de la conformité et animation du réseau ».

Article 24.1 - Le pôle « pilotage et contrôle des politiques de sécurité et de conformité » est en charge, en collaboration étroite avec la Macssi et l'Ac, des activités d'élaboration des politiques et processus de sécurités des systèmes d'information (Pgssi, Pssi, etc.), du plan annuel de sécurité, de la définition des règles d'authentification, des procédures d'habilitations, des règles d'accès aux SI, etc., ainsi que de leur déclinaison en exigences et en règles à intégrer dans les projets. Il gère aussi la conception et l'élaboration des politiques de continuité d'activités, pour assurer la garantie d'un haut niveau de qualité de service tout en veillant au respect des méthodes standards de la Dsi.

Il s'assure notamment de l'existence, du maintien en conditions opérationnelle des dispositifs et procédures de reprises d'activité, de sa planification et pilotage.

Il prend en charge le pilotage de la performance en gérant et analysant les tableaux de bord de sécurité des SI et en évaluant le niveau de sécurité. Il élabore et maintient le référentiel des indicateurs (objectif, description, destinataires, origine, procédure de fabrication de l'indicateur, fréquence, méthode de calcul, unité et représentation) en collaboration avec les trois directions d'études et développement, les directions « relation Moa et pilotage des évolutions des SI », « qualification et tests », « opérations et ingénierie technique » ; le cas échéant, il est en charge de déclencher les alertes de sécurité et participe aux cellules de crise. Il gère la gestion des risques du « datacenter » (physiques, environnementaux, infrastructures techniques et sécurité physique) et sa mise en conformité.

Article 24.2 - Le pôle « sécurité des projets » est en charge de l'intégration de la sécurité et la conformité informatique et liberté dans le cycle de vie des projets fonctionnels et des projets d'infrastructures et/ou de services, de l'identification des besoins de sécurité et assure l'assistance méthodologique à l'analyse de risques et, dans ce cadre, formule des préconisations de sécurité. Il a en charge la supervision de la mise en œuvre des règles et des actions de sécurité issues des plans d'actions d'audit en coordination avec la direction « opérations et l'ingénierie technique », de la supervision de la résolution des

incidents de sécurité. Il gère l'outillage de la mission « contrôle interne » et l'évolution des outils existants.

Article 24.3 - Le pôle « évaluation de la conformité et animation du réseau » est en charge des activités de gestion de la relation avec les organismes assurant les missions d'audit ou de certification, de l'élaboration des cahiers des charges des audits de sécurité, de certification et des tests d'intrusion ainsi que du plan de contrôle interne (CI) des SI (objectifs, campagne d'évaluations). Il est en charge de la préparation et la réalisation des campagnes de revues internes sur la mise en œuvre des bonnes pratiques de contrôle interne des SI (sur l'ensemble du cycle de vie des projets) et, sur la base d'un plan de CI dédié, peut déclencher des audits internes à la demande du Dsi.

Il est en charge de la gestion du référentiel de contrôle interne et l'administration des applicatifs dédiés, de la définition et le maintien des protocoles d'audit ou de revues de contrôle interne informatique, de l'analyse des procès-verbaux de revues et d'audits ainsi que l'enrichissement de la base unique d'audits (par thèmes /secteurs d'activités ainsi que de l'animation du réseau d'experts de la sécurité.

Article 25 – Placée sous l'autorité d'un directeur, la mission « définition et suivi du service aux Caf et partenaires » est chargée de :

- homogénéiser et assurer la continuité de la relation de proximité avec les Caf dans l'interaction avec le SI national ;
- animer et offrir un service de proximité pour les développements et besoins locaux ;
- définir et suivre les engagements de services ;
- développer également la fonction pour les partenaires.

La mission « définition et suivi du service aux Caf et partenaires » est composée de trois pôles :

- le pôle « animation de la relation de proximité » ;
- le pôle « gestion de l'offre de services » ;
- le pôle « animation de l'informatique locale ».

Article 25.1 - Le pôle « animation de la relation de proximité » assure l'animation de la relation de proximité avec les Caf grâce à un réseau de correspondants régionaux organisé par inter-régions. En lien avec la Moa et les centres de ressources, il donne également de la visibilité aux Caf sur les évolutions planifiées des SI en assurant le suivi des demandes. Si nécessaire, il coordonne avec la direction des opérations et de l'ingénierie technique des interventions ponctuelles pour aider les Caf au déploiement de projets techniques. Enfin il favorise la mutualisation des compétences des informaticiens locaux.

Article 25.2 - Le pôle « gestion de l'offre de services » est chargé de piloter la définition du catalogue de services, en lien avec la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI » et l'ensemble des autres missions et directions. Sur cette base, il établit et suit le contrat de service avec les Caf, suit le respect des engagements de service et consolide les plans opérationnels d'amélioration continue associés à la qualité de service. Il assure la maîtrise d'ouvrage des outils de suivi des engagements de service et de la communication avec les Caf et/ou les partenaires.

Article 25.3 - Le pôle « animation de l'informatique locale » est chargé d'assurer l'animation régionale de suivi de l'informatique locale en lien avec la direction « relation Moa et coordination des évolutions des SI » : suivi des développements locaux, suivi des demandes de labellisation, étude sur l'opportunité de mutualiser des compétences entre Caf pour déployer certains projets techniques. Il suscite, fait remonter et valorise l'innovation portée par les Caf. Il assure la mesure régulière de satisfaction des utilisateurs et fait des propositions d'amélioration de celle-ci.

Article 26 – Placée sous l'autorité d'un directeur, la mission « architecture d'entreprise et innovation » est chargée de :

- définir la cible d'architecture fonctionnelle, applicative et technique des « SI d'entreprise » de la branche Famille, en alignement avec les priorités métiers/SI intégrées ;
- coordonner et dynamiser l'innovation numérique de la Dsi et des Caf ;
- définir les normes et standards d'urbanisation des SI ; en particulier établir et maintenir les différents niveaux de cartographie des SI ;
- garantir la déclinaison de la cible d'architecture et de l'innovation au sein des projets et services portés par la Dsi ;
- apporter une expertise fonctionnelle, applicative et technique sur l'architecture d'ensemble des SI.

La mission « architecture d'entreprise et innovation » est composée de trois pôles :

- le pôle « direction de projets et innovation » ;
- le pôle « architecture fonctionnelle et applicative » ;
- le pôle « architecture technique ».

Ces deux derniers pôles travaillent en synergie afin d'assurer un *continuum* entre les couches d'architecture.

Article 26.1 - Le pôle « direction de projets et innovation » assure le pilotage des projets techniques transverses stratégiques pour l'entreprise. Il inclut des directeurs de projets informatiques, profils expérimentés missionnés pour piloter des programmes techniques transverses. Une fois affectés à un programme, ils coordonnent et assurent la cohérence de bout en bout, offrant ainsi une unité de pilotage et de coordination opérationnelle à travers l'ensemble du cycle de vie et des responsabilités nationales de la Dsi sollicitées à tour de rôle (études et développement, qualification, opérations). Ces directeurs de projets opérationnels représentent la Dsi dans les instances transverses de leur responsabilité et assurent l'information des Amoa et des autres directions qu'ils alimentent de tous les éléments nécessaires de suivi et de pilotage.

Article 26.2 - Le pôle « architecture fonctionnelle et applicative » définit la cible fonctionnelle, applicative des « SI d'entreprise » de la branche Famille, en alignement avec les priorités métiers. A ce titre, il peut participer, selon les sujets, au processus de la gestion de la demande, pour lequel il porte la vision cible des SI. Il coordonne et dynamise l'innovation numérique de la Dsi et des Caf. Il définit et diffuse les normes et standards d'urbanisation des SI, établit et maintient les premiers niveaux de cartographie des SI (niveaux 1 et 2).

Article 26.3. – Le pôle « architecture technique » définit la cible technique des « SI d'entreprise » de la branche Famille, en alignement avec les priorités métiers/IT intégrées. A ce titre, il peut participer, selon les sujets, au processus de la gestion de la demande, pour lequel il porte la vision cible des SI. Il coordonne et dynamise l'innovation numérique de la Dsi et des Caf. Il définit et diffuse les normes et standards d'urbanisation des SI, établit et maintient les niveaux de cartographie des SI adéquats (niveaux 3).

Ces pôles sont aussi en charge de garantir la déclinaison opérationnelle de la cible d'architecture et de l'innovation au sein des projets et services portés par la Dsi. A ce titre, ils valident les dossiers d'architecture des projets structurants et animent la gouvernance associée. Ils apportent une expertise fonctionnelle, applicative et technique sur l'architecture d'ensemble des SI.

Article 27 – Placée sous l'autorité d'un directeur, secondé par un directeur adjoint et accompagné d'un chargé de mission, la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI » est chargée de :

- conseiller et accompagner les maitrises d'ouvrage pour finaliser et suivre les expressions de besoin ;
- être le point contact privilégié des Moa pour les sujets SI ;
- appuyer les Moa pour coordonner le déroulement de la recette et des déploiements ;
- garantir la cohérence transverse des projets et des services développés par la Dsi et participer à la cohérence entre les projets déployés nationalement et les applications locales.

Elle réalise les études, les expertises fonctionnelles, et apporte une aide à la rédaction des cahiers des charges pour le développement et l'évolution des applications nationales en étroite collaboration avec les Amoa opérationnelles dans les directions des études et développements notamment. Elle contribue à la veille stratégique et à l'innovation au service des métiers.

Elle est composée d'un pôle et de deux départements :

- le pôle « pilotage opérationnel » ;
- le département « pilotage des programmes » ;
- le département « assistance aux maîtrises d'ouvrage ».

Article 27.1 – Sous l'autorité hiérarchique du directeur adjoint, le pôle « pilotage opérationnel » assure la coordination générale de l'activité de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI », incluant la coordination des activités de gestion de la demande et des fiches d'expression de besoin, la formulation de la feuille de route globale (métier et technique) pour assurer la cohérence d'ensemble, ainsi que la fourniture des éléments de reporting de l'activité. Il assure la coordination des recettes et des déploiements. Il organise et assure l'appui aux Moa pour coordonner le déroulement de la recette et des déploiements, participer à la rédaction des supports d'accompagnement du changement, vérifier la mise à disposition des ressources humaines et techniques nécessaires, consolider et compléter la documentation, en relation avec la direction du réseau et les centres de ressources.

Article 27.2 - Le département « pilotage des programmes » regroupe des directeurs de projets informatiques, profils expérimentés missionnés pour piloter des programmes ou les versions des SI avec une vision transverse sur le cycle de vie des projets. Une fois affectés à un programme ou à une version transverse, ils coordonnent et assurent la cohérence et la synthèse des projets sous-jacents (chacun piloté par un chef de projet d'une direction « études et développement », de bout en bout, offrant une unité de pilotage et une coordination opérationnelle à travers l'ensemble du cycle de vie et des responsabilités nationales de la Dsi sollicitées à tour de rôle (études et développement, qualification et tests, opérations).

Ces directeurs de projets opérationnels représentent la Dsi dans les instances transverses de leur responsabilité et assurent l'information des Amoa (ci-dessus) qu'ils alimentent de tous les éléments nécessaires de suivi et de pilotage.

Article 27.3 - Le département « assistance aux maîtrises d'ouvrage » est structurée par utilisateur afin de garantir la vue, les attentes et exigences de bout en bout du cycle de vie de la demande puis des projets. Il est composé de trois pôles :

- le pôle « relation allocataires et production des prestations individuelles » ;
- le pôle « relation partenaire, échanges et production des prestations collectives » ;
- le pôle « support Cnaf et Caf ».

Ils sont composés d'assistants à maîtrise d'ouvrage spécialisés sur leurs domaines. Ceux-ci participant activement aux conseils aux métiers, à l'instruction des besoins amont, leur qualification et priorisation, sollicitant l'architecture d'entreprise, les études et développements et la qualification (via généralement le directeur de projet transverse nommé selon le cas) pour des dossiers d'instruction de solutions ainsi que les chiffrages (estimations de charges).

Ils sont le point de contact privilégié pour les Moa, tout au long du projet, dès la phase amont et également lors de la phase de recette, de déploiement et de vérification de service régulier.

Ils ont à connaître et à suivre les développements locaux pouvant enrichir l'offre SI dans leur domaine. Ils participent à la cohérence générale et à la vision consolidée des services SI entre le national et le local.

Chaque pôle assure la coordination des activités de gestion de la demande et des fiches d'expression de besoin sur son domaine, la formulation de la feuille du domaine (métier et technique).

Ils contribuent à la présentation auprès des Moa d'offres technologiques innovantes pouvant apporter une valeur ajoutée aux métiers.

Article 28 – Placée sous l'autorité d'un directeur, secondé par un directeur adjoint, la direction « numérique et échanges » est chargée d'adapter l'offre de service SI aux nouveaux usages numériques, à travers la conception, le développement et la maintenance de solutions numériques répondant aux enjeux d'agilité, de mobilité multicanale et de réactivité, sur les domaines suivants :

- portails (notamment Internet/extranet, mobile, téléphonie, etc.) ;
- échanges avec les partenaires ;
- déclinaison de l'architecture d'entreprise pour les services de distribution, en utilisant si nécessaire les développements agiles ;
- support de niveau 3 sur son périmètre.

Elle est composée de deux départements et de deux pôles :

- le pôle « pilotage opérationnel » ;
- le pôle « architecture de distribution de services » ;
- le département « portails et autres canaux » ;
- le département « gestion des échanges ».

Article 28.1 – Sous l'autorité du directeur adjoint, le pôle « pilotage opérationnel » met en place le suivi d'activité avec des indicateurs ad hoc (coûts, de délais, de qualité, etc.), le pilotage de l'activité des prestataires (en termes de délais, de coûts et de planning) sur le périmètre applicatif de la direction.

Concernant la gestion de la demande, il coordonne la définition, l'étude et la qualification des besoins en relation avec les Amoa (« relation Moa et pilotage des évolutions des SI »). Il participe aux travaux préparatoires de la définition du contenu des versions applicatives ou de composants sous la responsabilité de la direction « relation Moa et évolutions des SI ». Il procède à des macros chiffrage puis à des chiffrages affinés des demandes.

Article 28.2 - Le pôle « architecture de distribution de services » est garant de l'architecture applicative des projets (en collaboration et sous les prescriptions des architectes d'entreprise) en favorisant l'urbanisation des domaines des SI dont cette direction est en charge. Il s'assure de l'enrichissement des cartographies fonctionnelles et applicatives (maintenues par la mission « architecture d'entreprise et innovation ») et conseille/appuie les équipes sur la

modélisation et l'urbanisation des composants. Il réalise une veille permanente sur les méthodes et les innovations métiers et technologiques afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des solutions du domaine. Il est garant du socle technique : ESB, usine à portail, CRM, plateforme d'échanges partenaires, etc.

Article 28.3 - Le département « portails et autres canaux » réalise les études et développements (nouveaux projets et maintenance) sur l'ensemble des canaux de la relation de services : Caf.fr, applications mobiles, Nims, portail et services aux partenaires, offre téléphonique (SVI, bandeau téléphonique Nims), accueil physique (accueil sur rendez-vous, espace multi-services), etc.

Sur son périmètre applicatif, il conçoit et développe les applications/composants en fonction des demandes. Il veille à l'intégration locale inter-composant. Il s'assure de la conception et du développement des bases de données. Il fournit à la direction « qualification et tests », les composants et documentations nécessaires. Il inclue des directeurs de projets informatiques, profils expérimentés qui pourront être missionnés spécialement pour piloter des programmes ou versions transverses à plusieurs des trois directions d'études et développements, au même titre que leurs équivalents au sein de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI ».

Article 28.4 - Le département « gestion des échanges » réalise les études et développements (nouveaux projets et maintenance) sur l'ensemble des composants d'échanges de données : TRAFFIC, EDI Partenaires, GSFF, etc.

Sur son périmètre applicatif, il conçoit et développe les applications/composants en fonction des demandes. Il veille à l'intégration locale inter-composant. Il s'assure de la conception et du développement des bases de données. Il fournit à la direction « qualification et tests », les composants et documentations nécessaires. Il inclue des directeurs de projets informatiques, profils expérimentés qui pourront être missionnés spécialement pour piloter des programmes ou versions transverses à plusieurs des trois directions d'études et développements, au même titre que leurs équivalents au sein de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI ».

Article 29 – Placée sous l'autorité d'un directeur, secondé par un directeur adjoint, la direction « prestations et décisionnel » est en charge :

- des prestations individuelles et collectives ;
- de la gestion des flux internes et des documents ;
- des référentiels de données métier, décisionnel et Big Data ;
- de la déclinaison de l'architecture d'entreprise pour créer d'une architecture de service ;
- du support de niveau 3 sur son périmètre.

Elle est composée de trois pôles et quatre départements :

- le pôle « pilotage opérationnel » ;
- le pôle « intégration locale » ;
- le pôle « architecture de services et gestion des données » ;
- le département « services prestations individuelles et référentiels de données métier » ;
- le département « services prestations collectives » ;

- le département « services gestion des flux et des documents » ;
- le département « décisionnel et big data ».

Article 29.1 - Le pôle « pilotage opérationnel » met en place le suivi d'activité avec des indicateurs ad hoc (coûts, de délais, de qualité, etc.), le pilotage de l'activité des prestataires (en termes de délais, de coûts et de planning) sur le périmètre applicatif de la direction.

Concernant la gestion de la demande, il coordonne la définition, l'étude et la qualification des besoins en relation avec les Amoa (« relation Moa et pilotage des évolutions des SI »). Il participe aux travaux préparatoires de la définition du contenu des versions applicatives ou de composants sous la responsabilité de la direction « relation Moa et évolutions des SI ». Il procède à des macros-chiffrage puis à des chiffrages affinés des demandes.

Article 29.2 - Le pôle « Intégration locale » a pour mission d'assembler et tester les composants transversalement aux différents départements, afin d'atteindre un premier niveau de qualité avant transmission à la direction « qualification et tests ».

Article 29.3 - Le pôle « architecture de services et gestion des données » inclut des d'architectes applicatifs focalisés, d'une part, sur la production d'éléments architecturaux au sein des projets (dossiers d'architecture), en collaboration et sous les prescriptions des architectes d'entreprise et, d'autre part, sur l'urbanisation et innovation du domaine du système d'information dont cette direction est en charge. Il enrichit les cartographies applicatives (maintenues par « architecture d'entreprise et innovation ») et conseille/appuie les équipes sur la modélisation et l'urbanisation.

Article 29.4 – Placé sous l'autorité du directeur adjoint, le département « prestations individuelles et référentiels de données métier » conçoit et développe les applications/composants en fonction des demandes relatives à la gestion des prestations payées aux allocataires qu'elles soient familiales ou sociales. Il maintient ou fait évoluer des règles de gestion, des données au plus proche de la réglementation en vigueur. Il assure la gestion des référentiels comme le référentiel des bénéficiaires, le répertoire national de la protection sociale ou bien encore la gestion des tiers.

Article 29.5 - Le département « prestations collectives », conçoit et développe les applications/composants en fonction des demandes relatives à la gestion des prestations sociales payées aux partenaires, proposer des solutions facilitant la relation et la gestion avec les divers gestionnaires comme les établissements d'accueil des jeunes enfants.

Article 29.6 – Le département « gestion des flux et des documents », conçoit et développe les applications/composants en fonction des demandes relatives à la gestion des flux en terme d'acquisition, de stockage et de restitution et ce quel que soit leur nature (papier, électronique, etc.).

Article 29.7 - Le département « décisionnel et big data », couvre la conception et le développement des solutions permettant le pilotage de la performance et des politiques.

Article 30 – Placée sous l'autorité d'un directeur, secondé par un directeur adjoint, la direction « collaboratif et SI des fonctions support » enrichit l'offre de service SI aux nouveaux besoins collaboratifs et aux enjeux des fonctions de support, au moyen de la conception, l'évolution et la maintenance des solutions sur les domaines suivants :

- Sirh – dimension interbranche ;
- SI budgétaire et comptable ;
- environnement « Architecture opérationnelle des systèmes d'information support » ;
- SI collaboratif, incluant la bureautique, intranet de la Branche et gestion documentaire ;
- outils de gestion des SI ;
- support niveau 3 sur son périmètre.

La direction « collaboratif et SI des fonctions support » est composée de deux pôles et cinq départements:

- le pôle « Pmo et aide à gestion de la demande » ;
- le pôle « Architecture opérationnelle des systèmes d'information support » ;
- le pôle « support » ;
- le département « SI RH » ;
- le département « budgétaire et comptable » ;
- le département « intranet collaboratif et documents de référence » ;
- le département « outils de gestion des SI » ;
- le département « support ».

Chaque département veille à l'intégration locale inter-composant et fournit à la direction « qualification et tests », les composants et documentations nécessaires.

Certains projets, collaboratifs notamment, nécessitent des cycles de développement agiles auxquels il faut adapter les méthodes de qualification ainsi que les mises en production.

Ces départements regroupent des directeurs de projets informatiques, profils expérimentés qui pourront être missionnés spécialement pour piloter des programmes ou versions transverses à plusieurs des trois directions d'études et développements, au même titre que leurs équivalents au sein de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI ».

Article 30.1 - Le pôle « Pmo et aide à gestion de la demande » est en charge du suivi d'activité avec des indicateurs ad hoc (coûts, de délais, de qualité, etc.) et des fonctions de supervision sur l'ensemble des départements de la direction. Concernant la gestion de la demande, cette mission doit accompagner les départements dans l'utilisation des normes et méthodes communes à l'ensemble des directions d'études et de développement et faciliter la relation avec les Amoa (« relation Moa et pilotage des évolutions des SI »). Cette mission participe également aux travaux préparatoires de la définition du contenu des versions applicatives ou de composants sous la responsabilité de la direction « relation Moa et évolutions des SI ». Elle facilite

enfin, dans les départements, l'élaboration des macros-chiffrage puis des chiffrages affinés des demandes.

Article 30.2 – Le pôle « Architecture opérationnelle des systèmes d'information support » est responsable de :

- concevoir et développer ou intégrer les applications/composants en fonction des demandes ;
- analyser et établir les chiffrages relatifs aux demandes de Moa en lien avec les Amoa de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI » ;
- participer à l'élaboration des contenus de versions applicatives ou de composants.

Article 30.3 - Le département « système d'information RH » est responsable sur le périmètre applicatif concerné de :

- concevoir et développer ou intégrer les applications/composants en fonction des demandes ;
- analyser et établir les chiffrages relatifs aux demandes de Moa en lien avec les Amoa de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions du SI » ;
- participer à l'élaboration des contenus de versions applicatives ou de composants.

Article 30.4 - Le département « outil budgétaire et comptable » est responsable sur le périmètre applicatif des achats, du budget, de la comptabilité et des finances de :

- concevoir et développer ou intégrer les applications/composants en fonction des demandes ;
- analyser et établir les chiffrages relatifs aux demandes de Moa en lien avec les Amoa de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI » ;
- participer à l'élaboration des contenus de versions applicatives ou de composants.

Article 30.5 - Le département « intranet collaboratif et documents de référence » est responsable sur son périmètre applicatif de :

- concevoir et développer ou intégrer les applications/composants en fonction des demandes ;
- analyser et établir les chiffrages relatifs aux demandes de Moa en lien avec les Amoa de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI » ;
- participer à l'élaboration des contenus de versions applicatives ou de composants.

Article 30.6 – Le pôle « outils de gestion des SI » est responsable sur son périmètre applicatif de :

- concevoir et développer ou intégrer les applications/composants en fonction des demandes ;

- analyser et établir les chiffrages relatifs aux demandes de Moa en lien avec les Amoa de la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI » ;
- participer à l'élaboration des contenus de versions applicatives ou de composants.

Article 30.7 - Le pôle « support » chargé du support des applications de son périmètre, et notamment du support 3 pour l'ensemble des solutions progiciels du domaine.

Article 31 – Placée sous l'autorité d'un directeur, secondé par un directeur adjoint, la direction « qualification et tests » garantit la qualité des livraisons au moyen d'une industrialisation des activités de tests pour :

- définir sur l'ensemble du périmètre des SI la stratégie de tests en lien avec les directions de la Dsi et les métiers ;
- mettre en place les environnements techniques et les données représentatives respectant les contraintes Cnil nécessaires pour le développement, l'intégration, la validation, la recette fonctionnelle et technique et la formation ;
- réaliser des bilans de validation et des attestations de mise en recette ;
- assurer l'exécution des processus d'intégration/validation : tests techniques et fonctionnels des nouvelles fonctions et de non-régression (tests d'intégration, d'intégration, de performance, d'acceptabilité, de sécurité, de déploiement) ;
- suivre le traitement des anomalies durant les étapes d'intégration/validation et de recette ;
- assurer les tests techniques et les tests de performance.

Elle est composée d'un pôle et de deux départements :

- le pôle « pilotage et coordination » ;
- le département « qualification » ;
- le département « intégration, gestion des environnements ».

Article 31.1 - Le pôle « pilotage et coordination » définit, formalise et fait appliquer la politique de tests, les processus et procédures associées en intégrant les normes et bonnes pratiques ad-hoc (ISTQB, ISO20K, ITIL, CMMI), y compris en matière de jeux de données. Il élabore les offres de services et gère les contrats associés. Il coordonne et optimise l'ensemble de l'activité de qualification et de tests (ressources Caf et ressources Dsi), définit et publie les indicateurs de pilotage associés.

Article 31.2 - Le département « qualification » vérifie, via la mise en œuvre de tests, le respect des exigences : qualification fonctionnelle (hors recette) pour les exigences métiers, fonctionnelles et applicatives, et qualification technique pour les exigences techniques et applicatives liées à l'exploitabilité, la robustesse, les performances et la sécurité. Pour cela, il prend connaissance des évolutions des SI et des exigences. Il définit les stratégies de tests en lien avec les directions « études et développement », la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI » et la Moa, puis les détaille, les publie et les applique. Pour ce faire, il vérifie la qualité des entrants (qualité des supports documentaires et complétude des référentiels), il conçoit les cas de test, les automatise le cas échéant, met à jour les référentiels, puis il planifie et

exécute les campagnes de tests. Durant tout le cycle de qualification, il suit et assure le reporting (production des indicateurs).

Article 31.3 - Le département « intégration, gestion des environnements » réalise notamment les outils permettant l'exploitation des applications dont les chaînes de traitement. Il vérifie la conformité des livrables des projets par rapport aux normes d'architecture applicative. Il consolide la documentation de mise en production.

Il est en charge de l'exploitation des environnements de tests ou d'appui au métier. A ce titre, il maintient en condition opérationnelle les environnements à la suite des évolutions des SI (installer les nouveaux composants ou les nouvelles versions nécessaires, configurer l'environnement : paramétrage, liens applicatif et données, etc.). Il exploite les environnements suivant les nécessités des évolutions et des besoins/demandes des utilisateurs. Il gère les données, paramètre et planifie les chaînes de traitement, fait évoluer la configuration, gère les utilisateurs et leurs autorisations. D'une façon générale, il garantit la disponibilité des environnements (produire les indicateurs afférents) et gère les incidents (support niveau 1). Il est en charge de l'administration des environnements. Il participe à la conception de la configuration de l'infrastructure technique et système en collaboration avec les experts de l'architecture et de l'infrastructure. Il met en œuvre cette infrastructure technique et système en collaboration avec les correspondants des sites hébergeant les ressources matérielles (datacenter). Il est en charge du support interne de la direction, à savoir la mise en œuvre d'outils d'industrialisation, de rationalisation de la mise à disposition des environnements (avec les experts techniques le cas échéant), de l'automatisation des tests et de l'apport de support méthodologique (ex : ISTQB).

Article 32 – Placée sous l'autorité d'un directeur, secondé par un directeur adjoint, la direction « opérations et ingénierie technique » est composée d'un pôle et de trois départements :

- le pôle « gestion des services » ;
- le département « support » ;
- le département « production » ;
- le département « projets techniques ».

Article 32.1 - Le pôle « gestion des services » assure l'ensemble des activités de supervision des problèmes, des changements et des mises en production. A ce titre, il pilote le processus de gestion des problèmes et coordonne les différentes expertises pour assurer le traitement des problèmes. Il supervise les mises en pré production et production en lien avec la direction « relation Moa et pilotage des évolutions des SI ». Il supervise également la gestion des changements, et vérifie les livrables fournis par la direction « qualification et tests ». Il anime et vérifie la cartographie (niveau 3 et 4) des SI. Il a globalement en charge la communication vers les autres directions, ainsi que la contribution à la gestion des référentiels. Il pilote la gestion des crises en lien avec les autres directions et missions.

Article 32.2 - Le département « support », placé sous l'autorité du directeur adjoint, assure l'ensemble des activités de gestion des sollicitations de production. A ce titre, il pilote le processus de gestion des sollicitations (type incident technique et applicatif de niveaux 1 et 2, type requêtes de services) et veille au respect des conventions de services. Il assure la complétude des informations requises (complétude des tickets Saxo par nature de sollicitations). Il supervise le fonctionnement général des SI via le portail de supervision. Il réalise le traitement des incidents à l'aide des fiches techniques et gère la base des connaissances pour aide au diagnostic et à la résolution des sollicitations. Il communique sur les incidents (gestion des alertes) et contribue à la gestion des crises et des problèmes. Il se forme et s'informe des changements à venir et des conséquences sur les SI et les utilisateurs. Il assure l'ensemble des activités de support de proximité pour les sites de la Dsi ou pour les Cafs en cas de demandes ponctuelles (via le référent régional).

Il s'assure du bon déroulement de plans d'actions préétablis (HS Caf, Snap, etc.). Il réalise les rapports de respect des engagements de service sur le périmètre du support et les remontées à la mission de pilotage stratégique et gestion opérationnelle notamment.

Article 32.3 - Le département « production » assure l'ensemble des activités d'exploitation et d'administration des SI de la branche Famille. A ce titre, il assure la mise en pré-production et en production des solutions recettées, et la gestion des environnements de production (création, configuration, paramétrage, etc.). Il gère les ressources affectées aux environnements de production (Cpu, mémoire, espace disque) avec les experts techniques et le plan de sauvegarde. Il gère également les référentiels d'échange et assure la surveillance les échanges. Il rédige, prépare les procédures de plan de continuité d'activité (Pca) et de plan de reprise d'activité (Pra), en relation avec le contrôle interne, et réalise périodiquement des tests de Pca et de Pra. Il planifie la production quotidienne et les traitements. Il ordonnance, surveille les chaînes d'exploitation et, au besoin, assure la reprise sur incident. Il met en œuvre les versions applicatives (version initiale et fil de l'eau) ayant reçu une autorisation de mise en production (Amp, Amp) et gère la communication avec le support, les projets techniques. Il répond aux sollicitations Saxo qui lui sont affectées. Il crée des bases clones pour répondre à des demandes spécifiques de tests techniques ou fonctionnels (Siac, Cdr). Il réalise la métrologie sur la consommation des ressources des traitements différés et publie les statuts de production journaliers.

Article 32.4 - Le département « projets techniques » élabore et maintient les éléments d'infrastructure des SI, conçoit et développe les logiciels et infrastructures informatiques et assure un support technique de niveau 3 sur son périmètre, notamment les bases de données, les serveurs d'applications, domino, les annuaires techniques, la sécurité technique et applicative, les technologies d'échanges, le réseau, le système Windows et les annuaire techniques AD, la virtualisation, les systèmes AIX & Linux, l'environnement poste de travail, la sauvegarde, le stockage, l'archivage, le développement et la maintenance des outils de supervision et d'exploitation, la métrologie et les ateliers de développement. A ce titre, il réalise des activités d'architecture des infrastructures. Il est notamment responsable de l'installation initiale et la migration de version de logiciels ou matériels, du maintien en condition opérationnelle du domaine (version, patch, etc.), de la gestion du référentiel du domaine concerné, de la conduite de projets et de la participation au Pra.

Cette activité comporte également la veille technologique et d'innovation, la gestion des relations avec les fournisseurs sur les aspects techniques, la surveillance/supervision/indicateurs et l'outillage d'administration et d'exploitation sur son périmètre technique. Le département réalise par ailleurs des activités d'assistance, support et expertise. Il assure des astreintes, et fournit un support technique aux autres départements de la direction et à la direction qualification et tests. Il élabore de fiches techniques de 1er et 2e niveau et contribue directement à la gestion des incidents (niveau expertise) et à la gestion des problèmes (en lien avec les autres directions et/ou fournisseurs). Enfin il apporte de l'expertise en appui de la direction « Relation Moa et pilotage des évolutions des SI », de l'architecture d'entreprise et des trois directions études et développement fonctionnels pour cadrer la partie technique des projets métiers.

GESTION ET PILOTAGE DES STATISTIQUES, DES ETUDES ET DE LA RECHERCHE

Article 33 – Le directeur des statistiques, des études et de la recherche est chargé, d'une part, de produire et analyser les statistiques relatives aux politiques familiale et de solidarité et à la gestion des Caf et, d'autre part, d'établir des prévisions, de réaliser des évaluations, des études et d'animer des recherches sur les questions sociales et familiales tant pour répondre aux besoins internes à la branche Famille qu'aux demandes extérieures.

Il est chargé de la production, de l'exploitation et de la cohérence de toutes les statistiques relatives :

- aux bénéficiaires des prestations légales versées et aux dépenses afférentes ;
- aux bénéficiaires d'action sociale et à la ventilation fonctionnelle des dépenses dans ce domaine ;
- aux équipements sociaux.

Il assure le suivi statistique de la maîtrise des risques et les travaux de modélisation du datamining.

Il a en charge la production et l'exploitation des statistiques de gestion de la branche Famille et administre le répertoire national des Caf (Rndc).

Il anime des études et recherches financées ou programmées par la Cnaf.

Il prend part à la démarche d'évaluation de la branche Famille en apportant un soutien méthodologique et en participant à la conception des évaluations.

Il anime le réseau des chargés d'études présents dans les Caf.

Il participe à la mise en œuvre du schéma directeur d'information et de communication. A ce titre, il définit le contenu éditorial et veille à la cohérence des différentes publications spécialisées et en est le directeur de publication délégué, il alimente la partie « études et statistiques » du Caf.fr, en relation avec la Micom. Il est également directeur de publication délégué pour l'open data (cafdata.fr) de la branche.

En relation avec les autres directions concernées, il assure la coordination et la préparation de la commission recherche et prospective.

Article 34 – Placée sous l'autorité hiérarchique du directeur des statistiques, des études et de la recherche, secondé par un directeur adjoint, la direction des statistiques, des études et de la recherche (Dser) est composée de deux départements :

- le département « statistiques, prévisions et analyses » ;
- le département « animation de la recherche et du réseau des chargés d'études ».

Un pôle d'appui technique est directement rattaché au directeur.

Article 34.1 – Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur adjoint, le département « statistiques, prévisions et analyses » est composé de trois pôles :

- le pôle « statistiques des prestations légales » ;
- le pôle « analyse et prévisions » ;
- le pôle « statistiques de gestion et action sociale ».

Il est chargé de produire les statistiques, maintenir et développer le patrimoine statistique de la branche Famille et réaliser les analyses, les chiffrages et les prévisions, pour répondre tant aux besoins internes à la branche Famille qu'aux demandes extérieures.

Article 34.2 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, le département « animation de la recherche et du réseau des chargés d'études » est composé de trois pôles :

- le pôle « recherche et prospective » ;
- le pôle « réseau Perspicaf » ;
- le pôle « éditorial recherche et statistiques ».

Il est chargé d'assurer l'animation des études et des recherches financées ou programmées par la Cnaf et réalisées soit en interne, éventuellement avec le concours des Caf, soit avec celui de chercheurs extérieurs. Il prend part à la démarche d'évaluation de la branche Famille en apportant un soutien méthodologique et en participant à la conception des évaluations. En relation avec la Micom, il est responsable de la diffusion, sous forme de publications, des travaux statistiques et de recherche conduits par la Dser.

PILOTAGE ET COORDINATION DES RELATIONS EUROPÉENNES, INTERNATIONALES ET DE LA COOPÉRATION

Article 35 – Le directeur des relations, européennes, internationales et de la coopération représente le directeur général de la Cnaf auprès des instances européennes et internationales.

Il contribue à la gestion des prestations impliquant des relations européennes et internationales.

Il compare les politiques et repère les bonnes pratiques de gestion à l'étranger.

Il suit les dossiers européens impactant la branche Famille et assure une veille sur l'environnement international de la branche Famille.

Il défend les intérêts de la branche Famille dans les instances nationales et internationales.

Il participe à la mise en œuvre du schéma directeur d'information et de communication.

En relation avec les autres directions concernées, il assure la coordination et la préparation de la commission des relations internationales.

Article 36 – Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur, la mission des relations européennes, internationales et de la coopération (Mreic) assure trois fonctions principales :

- contribuer à la réalisation des objectifs de la Cog impliquant l'international ;
- assurer la promotion de la branche famille à l'international ;
- assurer une veille active sur notre environnement européen et international.

En lien avec les directions concernées de la Cnaf, la Mreic contribue à la réalisation des objectifs de la Cog au moyen, principalement, des actions suivantes :

- faciliter l'accès aux droits des français à l'étranger et des étrangers en France ;
- suivre le projet européen d'informatisation des échanges entre institutions de sécurité sociale (projet « European exchange of social security informations ») ;
- mettre en œuvre le schéma de mutualisation de la gestion des prestations relevant des règlements européens ;
- accompagner les Caf pour monter les dossiers de demandes de subventions européennes ;
- aider à la gestion des créances et pensions alimentaires à recouvrer à l'étranger ;

- repérer les meilleures pratiques de gestion à l'étranger pour inspirer les recherches d'amélioration et de simplification de l'activité de la branche Famille ;
- lutter contre la fraude transfrontalière.

La Mreic promeut la branche Famille à l'internationale en assurant :

- la représentation de la Cnaf dans les institutions européennes, notamment la représentation européenne des institutions françaises de sécurité sociale (Reif), internationales, et particulièrement l'Association internationale de sécurité sociale (Aiss) ;
- la présidence du comité famille de la représentation en Europe des institutions françaises de sécurité sociale (Reif) et en participant activement à l'« European social insurance plateforme » (plateforme européenne de la sécurité sociale) ;
- les actions de communication auprès des médias européens en relation avec la Micom ;
- l'accueil des délégations étrangères qui sollicitent la Cnaf ;
- le pilotage national de la coopération technique internationale en fonction des besoins exprimés par les partenaires de la Cnaf à l'international (ministères, délégation aux affaires européennes et internationales, l'Afeti et l'Adecree (Agence pour le développement de la coopération internationale) ;
- le développement du « centre de ressources » en matière de comparaisons européennes et internationales et assure en relation avec la Dser et la Micom la publication des études de la Cnaf dans ces domaines ;

La Mreic assure une veille européenne et internationale. A ce titre, elle travaille en étroite collaboration avec l'Aiss, participe aux travaux de la Reif et rédige les fiches de synthèse sur les systèmes de protection sociale et familiale des pays étrangers et alimente, en relation avec la Micom et la Dser, la publication de la Branche, notamment l'espace international du site www.caf.fr.

Article 37 – L'ensemble des agents de la Mreic se consacre à chacune de ces fonctions, sous la responsabilité du directeur assisté de deux sous-directeurs affectés à cette mission.

GESTION ET COORDINATION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Article 38 – Le directeur de l'information et de la communication est garant de la mise en œuvre et du suivi du schéma directeur de la communication de la branche Famille découlant de la Cog.

Sous l'autorité du directeur général, il prépare et met en œuvre la stratégie de communication et d'information de la branche Famille notamment le schéma directeur d'information et de communication.

Il peut assurer la direction de publication déléguée de certains supports.

Il s'appuie, pour ce faire, sur un ensemble de ressources et emprunte tous les moyens et modes de communication et d'information. Il peut faire appel à l'intervention de prestataires extérieurs pour cela, dont il assure le pilotage.

Article 39 – Placée sous l'autorité hiérarchique du directeur, secondé par un directeur adjoint, la mission information communication (Micom) :

- réalise directement ou par coordination du réseau des Caf, les actions de communication et d'information en direction de ses publics : grands public et allocataires, partenaires, presse, administrateurs, directeurs et salariés de la branche Famille ;
- pilote les prestataires chargés de réaliser les actions de communications ;
- assure la conception et la réalisation des différents supports de communication de la Branche, le cas échéant en s'appuyant sur des Caf qui peuvent être chargées d'une mission nationale ;
- organise, en relation avec les directions concernées, les événementiels nationaux de la branche Famille ;
- met en œuvre les campagnes nationales de communication à destination des allocataires ;
- assure la coordination et l'animation du réseau des chargés de communication.

Article 39-1 – La mission information communication est organisée sous la forme d'une agence d'information et de communication. Elle est structurée autour de quatre activités : digitale, éditoriale, presse et création assurées par des chargés de communication et coordonnées par le directeur adjoint.

Une attachée de direction, est directement rattachée au directeur. Elle a pour rôle de contribuer au bon fonctionnement de la mission (logistique, budget, organisation des séminaires et événements exceptionnels, suivi d'appels d'offres, suivi des projets...).

Un chargé de mission assure la conduite de projets qui lui sont confiés par le directeur auquel il est directement rattaché.

**AUDIT GENERAL ET CONTROLE
DE LA CONFORMITE INFORMATIQUE ET LIBERTES
ET DE LA SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION**

Article 40 – Le directeur de l'audit général, de la conformité informatique et libertés et de la sécurité des systèmes d'information (Macssi) est garant de la politique d'audit interne de la branche Famille, de la conformité informatique et libertés et de la sécurité des systèmes d'information.

Au titre de la sécurité des systèmes d'information, il est placé sous la double responsabilité fonctionnelle du directeur général et de l'agent comptable national du fait de leurs responsabilités respectives.

Il supervise les audits diligentés par le directeur général quelle qu'en soit la nature et quels qu'en soient les auteurs : auditeurs internes et cabinets d'audit externes en conformité avec le Ppa.

Il est associé, par la Dr, aux travaux relatifs aux caisses dites « à forts enjeux ».

Il assume, pour son champ de compétence, les missions relevant de la déclinaison du décret de contrôle interne au sein de l'établissement public.

Il s'assure de la bonne application du contrôle interne conformément aux textes en vigueur.

Il participe aux travaux de certification des comptes de la branche Famille dans son domaine de compétence en collaboration avec l'agence comptable nationale afin de couvrir l'ensemble des domaines relevant de l'audit interne.

Il est l'interlocuteur privilégié des différents corps de contrôle pour ce qui relève des audits de la branche Famille et assure, notamment, la centralisation de ces derniers. Il effectue également le suivi des recommandations des audits internes et externes.

En tant que correspondant informatique et libertés (Cil) de la Cnaf en charge des traitements de l'établissement public, et de l'ensemble des traitements nationaux mis en œuvre au sein des organismes du réseau de la branche Famille, il assume l'intégralité des tâches relevant de l'application de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et du décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de ladite loi.

A ce titre, en appui au directeur général et en tant que responsable de traitements, il est l'interlocuteur unique de la commission nationale informatique et libertés et représente la Cnaf ou la branche Famille lors des différentes manifestations. Il pilote le réseau des correspondants informatique et libertés de la branche Famille. Il représente également la branche Famille auprès de l'ensemble des partenaires pour les travaux relevant de l'application de la loi informatique et libertés et participe aux réunions qui comportent un volet informatique et libertés.

Il est associé, dès l'identification de tout nouveau projet, par les directions et missions de la Cnaf afin d'anticiper les éventuelles formalités Cnil s'appliquant audit projet.

Il veille, notamment, au respect de la législation en vigueur et est force de proposition pour la réglementation applicable au titre du droit français, européen et international.

Il participe, en lien avec la Mreic, aux travaux conduits par cette dernière, pour la partie relevant du respect de la protection des données personnelles et de la vie privée.

En matière de sécurité des systèmes d'information, il assume la maîtrise d'ouvrage stratégique, de la sécurité des systèmes d'information et définit, à ce titre, les besoins.

Il est responsable de la cohérence transversale des décisions liées à la prise en compte des risques juridiques, numériques, données, technologiques, métier et opérationnels sous l'angle du système d'information.

Il propose les arbitrages en collaboration avec la Dsi avec qui il partage les travaux inhérents à la conception et la déclinaison de la politique de sécurité des systèmes d'information de la branche Famille.

Il identifie les sujets stratégiques pour la branche en la matière de sécurité informatique et conseille le directeur général pour les projets à forts enjeux Cnil et Sécurité du Si. Il peut également formuler des demandes d'évolution du Si dans ce sens.

Article 41 – Placée sous l'autorité hiérarchique du directeur, la mission de l'audit général, de la conformité informatique et libertés et de la sécurité des systèmes d'information (Macssi) est directement rattachée au directeur général. Elle comprend :

- le département « audit général » ;
- les chefs de projet conformité informatique et libertés et sécurité des systèmes d'information.

Article 41.1 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, le département « audit général » est composé des auditeurs généraux.

Il assure l'encadrement direct de l'équipe des auditeurs et l'évaluation de ces derniers.

Il est notamment chargé du pilotage et de la coordination des différents audits confiés aux auditeurs généraux ou aux prestataires :

- audits de conformité des processus et des procédures ;
- audits thématiques ;
- audits de structure ;
- travaux concernant la performance de la branche Famille ;
- participation à l'élaboration des plans de soutien pour les organismes en difficulté (Caf dites à forts enjeux).

Il contribue aux travaux relatifs à la certification par la Cour des comptes de la branche Famille. A ce titre, il centralise les différents audits réalisés par ou pour le compte de la Cnaf et assure le suivi de leurs recommandations.

Il recherche les moyens d'intégrer l'ensemble des moyens de la branche Famille en termes d'audit. Pour ce faire, il conduit l'analyse pour recenser les auditeurs généraux de la branche Famille et anime le réseau métier constitué de ces derniers.

Il rend compte au directeur de la Macssi pour l'ensemble des travaux qui lui sont confiés et le seconde en tant que de besoin.

Article 41.2 – Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur, le chef de projet « conformité informatique et libertés est chargé de secondar le Cil pour l'ensemble des missions qui lui sont conférées au titre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée.

Il anime, en relation avec le Cil national, le réseau des Cil de la branche Famille. Il peut être, le cas échéant, désigné responsable des lieux, lors des contrôles opérés par la Cnil.

Il est force de proposition pour le domaine qui le concerne et intervient sur l'ensemble des dossiers portés par la Cnaf pour ses propres besoins et ceux du réseau.

Il représente le Cil de la Cnaf et participe aux travaux inter branches et inter régimes pour son domaine de délégation.

Article 41.3 – Placé sous l'autorité hiérarchique du directeur, le chef de projet « sécurités du système d'information » est chargé de la définition et de l'application des mesures de sécurité du système d'information en lien étroit avec la Dsi et les directions métier de la Cnaf.

Il pilote les projets liés à cette thématique et formule notamment les propositions d'évolution.

MISE EN ŒUVRE ET EVALUATION DE LA STRATEGIE

Article 42 – Le directeur de l'évaluation et de la stratégie est chargé de coordonner la préparation et la mise en œuvre de la convention d'objectifs et de gestion (Cog) signée avec l'Etat et d'en évaluer les objectifs. A ce titre, il assiste la direction générale dans la définition de la stratégie, et dans le suivi et l'évaluation de la Cog. Il coordonne les maîtrises d'ouvrage en charge des projets.

Il organise la remontée et l'évaluation des résultats auprès du directeur général, du conseil d'administration, des autorités de tutelles et des corps de contrôle.

Il prépare le contenu des orientations stratégiques préalables à la Cog, et leur déclinaison en actions et échéances avec les différentes directions et missions de la Cnaf. A cet effet, il prépare la mise en place des programmes et des comités et du plan d'action institutionnel dont il coordonne le pilotage, assure le suivi et l'évaluation des résultats. Il est chargé de la coordination des maîtrises d'ouvrage.

Avec la direction du système d'information, au titre de la coordination des maîtrises d'ouvrage, il contribue, à l'élaboration du schéma directeur des systèmes d'information et au pilotage des comités de priorisation des systèmes d'information.

Avec la DSI, il pilote la cellule opérationnelle du Codir Si qui centralise les feuilles de route des comités de priorisation et prépare l'ordre du jour du Codir Si.

Il participe à la mise en œuvre du schéma directeur d'information et de communication notamment sur le suivi du plan d'actions institutionnel (Pai).

Il coordonne le processus d'examen et de signature des contrats pluriannuels d'objectifs et de gestion (Cpog) signés entre la Cnaf et chaque Caf.

Il suit les résultats des Caf, élabore des indicateurs associés à la performance et calcule les scores d'intéressement. Il assure le suivi des engagements de service, du solde journalier, de la production et de la performance des plateaux téléphoniques.

Il mesure les coûts de gestion en s'appuyant sur le programme de travail de l'observatoire des charges et de la performance et le déploiement de la comptabilité analytique Abc/m. Il anime la démarche d'analyse de la valeur des projets.

Article 43 – Placée sous l'autorité hiérarchique du directeur de l'évaluation et de la stratégie, la direction de l'évaluation et de la stratégie est composée de deux départements :

- le département « coordination et suivi de l'action institutionnelle » ;
- le département « évaluation et aide au pilotage de la Cog ».

Article 43.1 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, le département « coordination et suivi de l'action institutionnelle » est chargé de :

- mettre en place et suivre les programmes et comités du plan d'action institutionnel ;

De coordonner et professionnaliser les maîtrises d'ouvrage :

- par l'application de la charte du cycle d'évolution des composants du système d'information (ex IVR) en lien avec la DSI et l'agence comptable ;
- par un appui méthodologique à la formalisation des expressions de besoins, à l'identification et au partage des risques, à l'élaboration des plans de tests, à l'estimation des charges Moa et au suivi des projets ;
- par la mise en œuvre d'une méthode d'analyse de la valeur, en lien avec les évolutions de l'observatoire des charges ;
- par les actions de formation ;
- assurer, de façon conjointe avec la Dsi, le fonctionnement des comités de priorisation, du comité national de coordination du SI et du comité de direction du système d'information ;
- contribuer à la mise en œuvre de la nouvelle organisation régionale des expertises, en inscrivant celle-ci dans les ressources nécessaires à la déclinaison du Pai.

Article 43.2 – Placé sous l'autorité hiérarchique d'un sous-directeur, le département « évaluation et aide au pilotage de la Cog » est chargé de :

- suivre les indicateurs de la Cog par la production de tableaux de bord stratégiques, et du questionnaire du suivi de la démarche stratégique ;
- suivre les résultats des caisses, par l'élaboration des indicateurs associés à la performance des caisses, et le calcul des scores d'intéressement ;
- suivre les engagements de service, et la réduction de l'offre de service, le solde journalier, le suivi de la production et de la performance des plateaux téléphoniques ;
- appuyer les missions d'évaluation et d'audit de gestion (base de données « Caf »), tableaux de bord de synthèse ;
- appuyer la direction du réseau dans le suivi des Caf dites « à forts enjeux » ;
- mesurer les coûts de gestion (programme de travail de l'Observatoire des charges et de la performance, déploiement de la comptabilité analytique Abc/m) ;
- animer la fonction contrôle de gestion : rencontres régionales du pilotage, formation à la démarche abc/m, référentiel de pilotage, etc. ;
- exercer la fonction de maîtrise d'ouvrage de l'aide au pilotage exercée en lien avec la direction des statistiques, des études et des statistiques, en ce qui concerne :
- la production des outils de pilotage nationaux et locaux (Rndc, PerfCaf, Tbcaf, CoPilar, tableaux de bord stratégiques et tableaux de bord sectoriels) ;

- le développement du système d'information décisionnel (Sid) à la Cnaf dans le domaine du pilotage de la performance auprès des directions techniques ;
- la méthodologie d'élaboration des données de pilotage ;
- la fourniture des données de gestion auprès des instances externes.

Article 43.3 – Lui est également rattaché le directeur de projet « développement durable ».

Il assure le management de la démarche au sein de la branche Famille en lien avec le plan cadre développement durable de la Sécurité sociale. Il anime la démarche en lien avec les directions et missions de la Cnaf, les directeurs des organismes composant le réseau et les responsables de projet locaux et leur fournit les éléments d'expertise « développement durable ». Il représente la Cnaf dans les instances de pilotage du plan cadre de la sécurité sociale.

TITRE 2 : L'ORGANISATION DES DIFFERENTS COMITES

Article 44 – Pour l'exercice de ses compétences, le directeur général s'appuie sur les structures de direction suivantes qui assurent la préparation collégiale des décisions relevant de sa compétence pour la Cnaf et pour la branche Famille :

- le comité exécutif (Comex) et le comité de direction (Codir) ;
- le collège des directeurs, le conseil de réseau et les comités de programme ;
- les comités opérationnels et les comités de coordination ;
- les comités de gestion et les instances d'appui ;
- les comités de priorisations du système d'information ;
- les comités éditoriaux ;
- les comités partenariaux et comités de liaisons.

Article 45 – Pour les décisions concernant l'établissement public et son organisation le comité d'entreprise (Ce) et les comités d'hygiène et de sécurité des conditions de travail (Chsct) sont informés ou consultés dans les conditions prévues par le code du travail.

Les modifications du titre 1 du présent règlement d'organisation sont soumises à l'avis du comité d'entreprise (Ce) dès lors qu'elles comportent une modification de l'organisation de la Cnaf.

Article 46 – L'instance nationale de concertation (l'INC), prévue par le protocole d'accord du 31 mars 2010 relatif au dialogue social, réunie par la branche Famille permet l'échange des partenaires sociaux sur les évolutions du réseau ayant un impact sur l'organisation du travail, l'emploi, les métiers et les compétences. Elle a vocation à leur apporter un éclairage dans le cadre des travaux liés au dialogue social.

Cette instance réunit les représentants de fédérations syndicales reconnues représentatives au niveau national et les caisses nationales. Pour la formation Branche Famille. Un directeur de Caf désigné par le CP5 est associé à la délégation de la Caisse nationale.

Les travaux préparatoires à cette instance ou issus des travaux menés par elle sont coordonnés par la direction du réseau.

LE COMITE EXECUTIF ET LE COMITE DE DIRECTION

Article 47 – Le comité exécutif (Comex) réunit hebdomadairement le directeur général, le directeur de cabinet, l'agent comptable national et les directeurs chargés de la Dpfas, Dr, Dsi, Dser, Des, du Sg. Le directeur de l'information et de la communication participe également au Comex.

En cas d'absence du titulaire, celui-ci est représenté par son adjoint.

Il peut être élargi aux directeurs responsables de missions ainsi qu'aux adjoints des membres.

Il examine les dossiers en cours. Son secrétariat est assuré par le cabinet du directeur général.

Les décisions correspondantes sont prises en Comex par le directeur général.

En cas d'absence du Directeur Général, il est présidé par un des directeurs généraux délégués désigné par celui-ci.

Article 48 – Le comité de direction (Codir) réunit les directeurs de la Cnaf.

Il peut se réunir en formation thématique et est élargi, en tant que de besoin, aux agents de direction de la Cnaf ou à des directeurs et agents comptables des Caf et, le cas échéant, à des collaborateurs de la Cnaf.

Sont notamment prévus les Codir thématiques suivants :

- le Codir « politiques publiques » (CPP)
- le Codir « suivi de la Cog » (CSC) ;
- le Codir « simplifications et processus » (CSP) ;
- le Codir « gestion des dirigeants » (CGD) ;
- le Codir « audit et contrôle interne » (CAC) ;
- le Codir « systèmes d'information » (CSI) ;
- le Codir « relations européennes et internationales » (CREI).

La composition des Codir est fixée par décision du directeur général.

Il peut aussi se réunir en formation élargie à l'ensemble des agents de direction de l'établissement public.

Les décisions correspondantes sont prises en Codir par le directeur général. Les ordres du jour des Codir sont arrêtés en Comex.

Article 48.1 – Le Codir « politiques publiques » (CPP) se réunit pour examiner toutes les dimensions de la conception et de la mise en œuvre d'une des politiques publiques confiées à la branche Famille.

Le secrétariat est assuré par la DPFAS avec l'appui de la DSER.

En cas d'absence du directeur Général, le Codir est présidé par le Directeur général délégué chargé des politiques familiales et sociales.

Article 48.2 – Le Codir « suivi de la Cog » (CSC) associe en fonction des sujets évoqués les agents de direction concernés. Il se réunit mensuellement.

Le Codir « Cog » a pour objet de suivre l'état d'avancement des différentes actions prévues par la Cog. Il examine les dossiers nécessitant des arbitrages.

Il permet également de suivre les travaux menés par les comités de programme du plan d'action institutionnel.

Le secrétariat est assuré par la Des.

En cas d'absence du directeur général, le Codir est co-présidé par le directeur général délégué chargé des politiques familiales et sociales et du réseau.

Article 48.3 – Le Codir « simplification et processus » (CSP) réunit mensuellement le Codir auquel est associé l'ensemble des agents de direction concernés ainsi que des directeurs et agents comptables de Caf et un représentant de la Caisse centrale de mutualité sociale agricole (Ccmsa).

Le Csp permet d'arbitrer les mesures portées par les chefs de projet issus des directions de la Cnaf. Ces mesures sont issues des propositions faites par les directions de la Cnaf après une analyse dans le cadre d'une méthodologie unique et coordonnée par la Des.

Le Csp procède également aux revues nationales de direction réalisées dans le cadre de la démarche qualité intégrée.

Le secrétariat est assuré par la Dpfas.

En cas d'absence du directeur général, le Codir est présidé par le directeur général chargé des politiques familiales et sociales.

Article 48.4 – Le Codir « gestion des dirigeants » (CGD) réunit trimestriellement le Codir auquel est associé l'ensemble des agents de direction membres de la mission « gestion des cadres dirigeants » ainsi que le représentant des directeurs au Comex Ucanss, le directeur qui préside le comité de coordination et de suivi de la démarche d'évaluation et un directeur désigné au sein du comité de programme 5 du Pai.

Il a pour objet de préparer et d'assurer le suivi des campagnes d'évaluation annuelle des directeurs, des entretiens de carrière et des travaux et groupes organisés en interbranches. Il n'aborde pas les questions personnelles, lesquelles le sont en formation restreinte.

Le secrétariat est assuré par la mission « gestion des cadres dirigeants ».

En cas d'absence du directeur général, le Codir est présidé par le directeur général délégué chargé du réseau.

Article 48.5 - Le Codir « gestion des dirigeants » se réunit en formation restreinte (CGDR) pour aborder les questions personnelles en préparation du comité des carrières, de la nomination et de l'évaluation des directeurs et agents comptables de Caf. Outre le directeur général, cette formation restreinte comprend le directeur général délégué chargé du réseau, le directeur chargé de la gestion des dirigeants, le cas échéant les directeurs évaluateurs concernées par les dossiers étudiés, et l'agent comptable lorsque

les dossiers portent sur des agents comptables. Les échanges sont soumis à une obligation de confidentialité absolue.

Article 48-6 – Le Codir « audit et contrôle » (CAC) réunit les membres du Comex, ainsi que :

- le directeur de la Macssi et le sous- directeur responsable de l’audit général ;
- l’adjoint au Dr et le sous-directeur en charge du département de la Dqi ;
- le sous-directeur en charge du département « normes et audits de validation » de l’agence comptable ;

En cas d’absence du directeur général, le Codir est présidé par l’agent comptable.

Le contrôleur général économique et financier auprès de la Cnaf assiste, avec voix consultative, au codir « audit ».

Le codir « audit » a notamment pour objet de planifier et suivre la réalisation des audits prévus au plan pluriannuel d’audit. Les conclusions des audits réalisés dans ce cadre lui sont présentées. De même, le suivi des recommandations des différents audits lui est soumis.

Son secrétariat est assuré par la Macssi qui prépare l’ordre du jour en relation avec l’agent comptable national et le directeur général délégué chargé du réseau.

Article 48.7 – Le Codir « systèmes d’information » (CSI) réunit mensuellement les membres du Codir et les directeurs en charge des maîtrises d’ouvrage du système d’information. Un directeur de Caf – membre du conseil de réseau, un agent comptable et le président du comité national de coordination du SI participent également à ce comité de direction.

Il examine les dossiers nécessitant des arbitrages sur les projets du système d’information. Les décisions correspondantes sont prises par le directeur général en Codir SI.

Le secrétariat est assuré par la Dsi et la Des.

L’ordre du jour du Codir « systèmes d’information » est préparé par une Cellule opérationnelle. Cette cellule se réunit à un rythme hebdomadaire, elle réunit les adjoints des directions de la Cnaf et est pilotée par la Des et la Dsi. La cellule opérationnelle assure la cohérence des contenus de version proposés par les comités de priorisation avant leur validation en Codir Si. Elle assure le suivi de la qualité du service et de la résolution des anomalies.

Elle décide également des alertes liées au système d’information à faire remonter au comité exécutif (Comex).

En cas d’absence du directeur général, le Codir est présidé par les directeurs général délégué chargé du réseau et des systèmes d’information.

Article 48.8 – **Article 48.8** – Le Codir SI se réunit en formation restreinte « Sécurité informatique et Conformité I&L » (CSIRS). Celui-ci réunit le directeur général, l’agent comptable, le directeur général délégué chargé du système d’information et son adjoint, le directeur général délégué chargé du réseau, le directeur de projet du Plan de continuité de l’activité (Pca), le

secrétaire général, le responsable de département « cadre de travail et animation locale », le directeur de l'audit, de la conformité informatique et libertés et de la sécurité du système d'information, le directeur de la Mission contrôle interne et sécurité (Mcis- Dsi) ainsi que le chef de projet sécurité SI (Macssi).

Le comité restreint est chargé de gérer la sécurité informatique, valider et arbitrer les principes, enjeux et stratégies liés à la sécurité des systèmes d'information et à la conformité informatique et libertés, d'arbitrer sur les risques résiduels pour tout projet soumis au référentiel général de sécurité.

Ce comité restreint coordonne à ce titre l'ensemble du dispositif de la sécurité du système d'information mis en œuvre par la Branche, et sa mise en œuvre. Il anticipe les échéances, identifie les difficultés et prépare les projets relatifs à la sécurité du système d'information. Il supervise et arbitre les actions en cas de crise de sécurité.

Les travaux sont préparés par la Macssi et la Mission de contrôle interne et de sécurité de la DSI.

Le secrétariat est assuré par la Macssi.

Ces travaux sont conduits en étroite relation avec les services de l'Etat et, notamment, avec le Haut fonctionnaire de défense et de sécurité et le fonctionnaire de la sécurité des SI des ministères sociaux.

Ce comité se réunit au minimum une fois par trimestre. En cas d'urgence ou de nécessité il se réunit en formation de gestion de crise.

Les échanges au sein de ce comité restreint sont soumis à une stricte obligation de confidentialité.

D'autres personnes peuvent être associées en tant que de besoin aux travaux du comité. Ceux-ci sont soumis aux mêmes règles de confidentialité que les membres permanents.

Article 48.9 – Le Codir « relations européennes et internationales » (CREI) réunit trimestriellement les membres du Codir, ainsi que des directeurs de Caf représentants le groupe de Caf ressources à l'international.

Il examine les dossiers nécessitant des arbitrages sur les projets et actions de la Cnaf à l'international, notamment ceux qui sont inscrits à l'ordre du jour de la commission relations internationales du conseil d'administration.

Le secrétariat est assuré par la Mreic.

En cas d'absence du directeur général, le Codir est présidé par le directeur général chargé des politiques familiales et sociales.

LE COLLEGE DES DIRECTEURS ET LE CONSEIL DE RESEAU

Article 49 – Les directeurs de caisses sont associés au pilotage et à la coordination du réseau par :

- le collège des directeurs ;
- le conseil de réseau ;
- les comités de programme du Pai ;

Article 49.1 – Le collège des directeurs réunit, sur convocation du directeur général de la Cnaf, l'ensemble des directeurs de Caf et de Ccss. En cas d'empêchement, il leur est possible de se faire représenter par leur directeur adjoint ou leur agent comptable.

Il peut, en tant que de besoin, être élargi aux agents comptables.

Article 49.2 – Les réunions plénières regroupent le directeur général, les directeurs de Caf, de CCSS et la direction de la Cnaf.

Les réunions plénières ont pour objectif de diffuser l'information relative à l'actualité institutionnelle, les orientations et les décisions du directeur général de la Cnaf, la vie du réseau et les évolutions des politiques publiques. Elles facilitent l'expression du réseau sur la situation de la branche Famille. Elles favorisent, en outre, le partage d'expériences et de bonnes pratiques.

Article 49.3 – Le conseil de réseau est composé du directeur général, du représentant des directeurs de Caf au Comex de l'Ucanss, de dix-neuf directeurs désignés par leurs collègues de Caf (désignés dans le cadre des inter régions) de quatre agents comptables désignés par leurs collègues et des directeurs de la Cnaf

Il est présidé par le directeur général. En cas d'absence il est présidé par le directeur général délégué chargé du réseau. Son secrétariat est assuré par la direction de l'évaluation et de la stratégie. Il contribue à préparer les dossiers majeurs, à assurer la concertation sur les dossiers et les projets institutionnels afin d'éclairer les décisions du directeur général.

Il permet l'expression du réseau sur la situation de la branche Famille et la remontée de ses préoccupations. Il est consulté sur les décisions importantes concernant le réseau, notamment les projets de circulaires et de lettres au réseau.

Ses membres sont désignés pour deux ans dans le cadre des inter-régions.

Article 49.4 – Le représentant des directeurs de Caf au sein du Comex de l'Ucanss est désigné par les directeurs membres du conseil de réseau pour une période de trois ans, renouvelable une fois.

Article 49.5 – Les comités de programme du Pai sont au nombre de huit. Chaque comité est co-piloté par deux directeurs de la Cnaf et réunit que des directeurs de Caf les directions concernées de la Cnaf.

Ils assurent le pilotage stratégique des programmes thématiques. Ils préparent les décisions de nature stratégique impliquant la mise en œuvre de la Cog. Ils approfondissent les orientations de la Cog. Ils assurent le suivi des priorités et le suivi du respect des objectifs opérationnels. Ils effectuent régulièrement une revue des projets relevant de leur compétence. Ils contribuent à la préparation de la COG 2018-2023.

Article 49.6 – Les comités de programme mis en place dans le cadre de la COG 2013-2017 sont les suivants :

- CP1 : Mise en œuvre des politiques familiales et sociales
- CP2 : Offre globale de service pour faciliter l'accès aux droits et aux démarches
- CP3 : Qualité et l'efficience de la production
- CP4 : Optimisation du fonctionnement en réseau
- CP5 : Accompagnement des métiers
- CP6 : Un système d'information au service de la stratégie de la Branche
- CP 7 : Aide au pilotage
- CP 8 : Développement durable

LES COMITES OPERATIONNELS ET LES COMITES DE COORDINATION

Article 50 – Les comités opérationnels sont chargés de mettre en œuvre les politiques définies par la caisse nationale.

Ils sont présidés par un directeur de la caisse nationale et associent les directions concernées de la caisse nationale ainsi que, le cas échéant, des directions des caisses.

Les comités de coordination sont chargés de préparer et d'assurer le déploiement par les Caf, des politiques définies par la caisse nationale.

Ils associent des représentants des directions des caisses. Ils sont présidés par un directeur de la caisse nationale et/ou un directeur de caisse.

Article 50.1 – Le comité opérationnel du contrôle interne et de la maîtrise des risques (COMDR) est coprésidé par l'agent comptable national et le directeur général délégué chargé du réseau. Il réunit des représentants de chacune des directions et de l'agence comptable de la Cnaf.

Il a pour mission de coordonner l'ensemble des dispositifs de maîtrise des risques et de contrôle interne mis en œuvre par la branche Famille.

Article 50.2 – Le comité opérationnel d'implantation de la réglementation (Coir) est présidé par le directeur général délégué chargé des politiques familiale et sociale. Il mobilise l'ensemble des directions de la Cnaf autour des enjeux de planification et de la coordination globale des travaux, notamment à partir d'un tableau de bord partagé pour suivre l'avancée des travaux d'expression des besoins et de conception fonctionnelle ainsi que les jalons des phases de développement, tests, validation et recette.

Le comité s'appuie sur les travaux des comités de suivis législatifs des prestations légales et déléguées (un par prestation) réunissant les services de la Dpfas et des représentants des Caf afin de répondre aux questionnements relatifs à l'application de la réglementation.

Ces travaux ont pour objet de mettre à jour les suivis législatifs à destinations des Caf et du modèle informatique de gestion des prestations légales et déléguées.

Les clubs techniques régionaux pour les prestations d'action sociale (un par thématique d'action sociale - budget, contrôle sur place, contrat « enfance et jeunesse », animation de la vie sociale et aide à domicile), réunissent les services de la Dpfas et des représentants des Caf afin de répondre aux questionnements relatifs à l'application de la réglementation.

Ces travaux ont pour objet de mettre à jour les bases lotus questions/réponses qui sont mises à disposition des Caf.

Article 50.3 – Le comité opérationnel de branche (Cob) est présidé par le directeur général délégué chargé du réseau. Il associe l'agence comptable et les directions de la Cnaf, un directeur de Caf par inter région, les directeurs et les responsables des centres de ressources.

Il constitue une structure d'appui au pilotage du déploiement des projets institutionnels et a pour mission de prendre en charge les difficultés rencontrées par le réseau de la branche Famille dans l'exercice de ses missions, notamment en matière de délivrance du service à l'allocataire.

Article 50.4 – Le comité opérationnel de l'observatoire des charges et de la performance (Coperf) est présidé par le directeur de l'évaluation et de la stratégie (Des). Il associe un représentant des directions et missions de la Cnaf, et des experts du contrôle de gestion et de la production des Caf.

Il est chargé de l'analyse de l'évolution des coûts et des gains de gestion à législation constante, de l'analyse des charges d'implantation liées aux modifications législatives et/ou réglementaires, et de l'analyse de l'impact en gestion des propositions de simplification. En début d'année, il prépare les travaux de l'observatoire des charges présidé par un magistrat de la Cour des comptes, en associant la Cnaf et les directions concernées des ministères de tutelle.

Article 50.5 – Le comité opérationnel des études (Comet) est présidé par le directeur des statistiques, études et recherches (Dser). Il réunit des représentants de chacune des directions et de l'agence comptable de la Cnaf. Il examine notamment les demandes de subventions pour le co-financement de projets de recherche ou de colloques pour lesquels la Cnaf est sollicitée, sur la base des dossiers reçus et de fiches descriptives portant une première analyse des projets par la Dser.

Article 50.6 – Le comité de coordination du réseau comptable (CCRC) est composé de l'agent comptable national, qui le préside, des trois sous-directeurs de l'agence comptable, des sous-directeurs en charge de la gestion budgétaire de la gestion administrative et de l'action sociale, d'un représentant des directeurs évaluateurs, de dix-sept agents comptables (deux par inter-région i, trois pour la l'inter-région Atlantique) et de deux directeurs.

Il contribue à préparer les dossiers majeurs touchant au périmètre de responsabilité des agences comptables, à assurer la concertation sur les dossiers et les projets institutionnels afin d'éclairer les décisions de l'agent comptable national.

Ses membres sont désignés tous les deux ans dans le cadre des inter-régions.

Article 50.7 – Le comité de coordination des Caf des Dom (CCDom) associe les directeurs des Caf des Dom et de la CCSS de Mayotte ainsi que les directeurs concernés de la Cnaf. Le comité est présidé par le directeur général délégué chargé du réseau.

Article 50.8 – Le Comité de coordination des schémas régionaux de mutualisation est présidé par le directeur général délégué chargé du réseau et animé par la direction de projet mutualisation.

Il associe les directeurs coordonnateurs régionaux et, deux représentants des agents comptables.

Ce Comité est chargé plus particulièrement de prendre les décisions relatives à la doctrine de gestion des domaines de mutualisations régionales.

Article 50.9 – Le comité de coordination et de suivi de la démarche d'évaluation de la maîtrise de la fonction des dirigeants est composé de seize

directeurs désignés par leurs pairs dans chaque région du schéma régional de mutualisation et de la directrice en charge de la mission gestion des dirigeants.

Il est présidé par l'un des directeurs de Caf participant désigné par les membres. Il se réunit une fois par an au minimum

Il est garant de la bonne application de la Charte de déontologie de l'évaluation et examine le rapport annuel de suivi de la démarche d'évaluation.

Article 50.10 – Le comité national de coordination du système d'information réunit les directeurs de Caf responsables des centres de ressources, le directeur de caf et l'agent comptable membres du Codir SI, les correspondants Si régionaux, ainsi que les directions de la cnaf et les missions de la dsi concernées.

Il a pour missions :

- Le suivi de la qualité et des engagements de service de la Dsi auprès des caisses
- La remontée d'incidents et de demandes de maintenance structurants pour l'ensemble du réseau
- La coordination des demandes d'évolution proposées par le réseau
- L'établissement d'un avis sur la planification globale des versions,
- La labellisation d'outils locaux
- L'identification des enjeux liés à la sécurité informatique et structurants pour le réseau
- Le suivi de la transformation du Si
- Le secrétariat est assuré par la Dsi et Des

Article 50.11 – Le comité de coordination information et communication (CCC) est co-présidé par le directeur de l'information et de la communication et un directeur de caisse. Il réunit un directeur correspondant par programme du Pai, désigné au sein de chaque comité de programme.

Il contribue à la mise en œuvre des chantiers du schéma directeur d'information et de communication.

Article 50.12 – Le comité de coordination des Caf ressources à l'international (CCRI) est présidé par le directeur des relations européennes, internationales et de la coopération. Il associe les directeurs ou agents comptables de Caf représentant l'ensemble du réseau.

Il est chargé de faciliter l'information et les échanges sur les activités et les actualités internationales concernant la branche famille, de contribuer à la valorisation des actions et de la gestion des Caf au niveau international, et particulièrement européen, d'aider à la construction d'une offre de service de la Cnaf pour accompagner les réponses des Caf aux appels d'offres européens, de participer à la coordination de la coopération internationale (accueil de délégations, interventions et missions à l'étranger) et de développer les réponses aux besoins de communication des Caf vis-à-vis de leurs allocataires étrangers.

Article 50.13 – Le comité de coordination des centres de ressources (CCCR) est piloté par le directeur général délégué chargé du réseau, avec l'appui de la Dsi et de la Des. Il réunit les directeurs de Caf responsables de centres de ressources. Les responsables des centres de ressources participent également à ce comité.

Il a pour mission de coordonner l'activité des centres de ressources, de veiller à l'homogénéité de l'offre de services aux organismes et de traiter de toute question relative au fonctionnement des centres.

Article 50.14 – Le comité de coordination développement durable (CCDD) est présidé par le directeur de l'évaluation et de la stratégie, avec l'appui du directeur de projet. Il associe la direction du réseau et la direction des politiques, les autres directions de la Cnaf en tant que de besoin, ainsi que des directeurs de Caf.

Il a pour mission de coordonner et d'intégrer les actions de développement durable dans les projets de la branche famille.

LES COMITES DE GESTION ET LES INSTANCES NATIONALES D'APPUI

Article 51 - Les services nationaux de gestion sont pilotés par une direction de la Cnaf et coordonnées par le directeur réseau dans le cadre de comité de gestion mutualisés – à l'exception du comité open data. Ils associent un représentant des directions et missions de la Cnaf concernées et les directeurs des caf en charge de l'activité ou leurs représentants :

- Le comité de gestion de la paie
- Le comité de gestion de l'éditique
- Le comité de gestion des achats nationaux
- Le comité de gestion de l'open data
- Le comité de gestion des sécurités informatiques

Les comités de gestion sont les suivants :

Article 51.1- Le comité de gestion de la paie est piloté par la direction du réseau.

Il associe :

- Les directeurs ou agents comptables des huit caisses pivots du SNGP
- Des représentants du pôle national d'expertise RH des CDR.
- Des représentants de la direction des systèmes d'information.
- Un représentant du secrétariat général

Il a pour mission :

- De définir les grandes orientations de l'activité des sites pivots.
- De s'assurer de la mise en œuvre des objectifs de la Cog dans le cadre de la mutualisation de la paie.
- De veiller à l'harmonisation des pratiques sur l'ensemble du réseau des sites pivots.
- D'assurer une fois par an une revue de processus.

Article 51.2 - Le comité de gestion de l'éditique est piloté par la direction du réseau.

Il associe :

- Les directeurs des cinq caf pivots.
- Un représentant d'un centre de ressources.
- Un représentant de la direction des systèmes d'information.

Il a pour mission :

- De contribuer à la définition de la stratégie et
- D'assurer le suivi de l'activité.
- D'assurer une fois par an une revue de processus.

Article 51.3 - Le comité de gestion des achats nationaux est piloté par la direction du réseau.

Il associe:

- Les huit experts achats marchés des centres de ressources.

- Les trois Caf d'appui à la mission nationale.
- Les conseillers achats désignés par les organismes locaux.
- Le responsable de département juridique et commande publique du secrétariat général, ou son représentant.

Il a pour mission, dans le respect de la réglementation du Code des marchés publics et de la politique nationale des achats durables :

- De mettre à disposition les biens et les services adaptés aux organismes de la Branche famille dans les délais convenus.
- D'optimiser l'utilisation des crédits budgétaires.
- De rechercher le meilleur rapport qualité/coût.

Article 51.4 - Le comité de gestion de l'« open data » est placé sous la responsabilité de la direction des statistiques, des études et de la recherche et travaille en étroite collaboration avec la direction de l'évaluation et de la stratégie.

Il associe :

- Des chargés d'études des Caf représentées au comité éditorial.
- Un représentant du management de l'information.

Des chargés d'études des centres de Ressources ou d'autres Caf peuvent être amenés à participer aux travaux du fait de leur expertise sur les données à traiter.

Il a pour mission :

- D'identifier les jeux de données potentiels à publier et les licences d'utilisation afférentes.
- D'analyser, avec l'appui des services concernés de la cnaf, leur conformité en termes d'informatique et libertés et juridique et de les proposer pour validation au comité éditorial.
- De déterminer les formats de publication open data des données à soumettre à la validation du comité éditorial.
- D'assurer le suivi et l'évolution souhaitable de ces formats et de proposer d'éventuelles évolutions.
- D'élaborer les outils nécessaires au suivi des données mises en format open data et des projets de publication de nouvelles données.

Article 51.5 – Le comité de gestion des sécurités informatiques au sein de l'établissement public (Cods) est présidé par le secrétaire général. Il réunit le manager des sécurités des systèmes d'information pour l'établissement public (MSSI), le responsable du pôle Support SI Cnaf, le responsable des sécurités du système d'information à la Macssi, le chef de projet MOA-AC, le représentant de la mission « contrôle interne et sécurité » de la DSI. Selon les thématiques, des intervenants ponctuels sont conviés.

Ce comité a pour mission de coordonner la mise en œuvre du dispositif de sécurités informatiques, au sein de la Cnaf-Ep conformément à la politique générale des sécurités, d'en suivre l'application en terme de bonnes pratiques et de veiller aux respects des exigences relatives à la certification des comptes."

Article 52 - Les instances nationales d'appui à la gestion et au pilotage du réseau ont pour mission de traiter des questions techniques, de partager les bonnes pratiques, d'anticiper les échéances, de garantir la qualité du service

et d'identifier les difficultés. Elles sont constituées autour de problématiques transversales ou d'activités mutualisées. Dans ce dernier cas, elles ont pour mission d'animer et d'accompagner la montée en charge des activités concernées et d'en suivre la mise en œuvre.

Les instances nationales d'appui à la gestion et au pilotage du réseau sont les suivantes : Asf, Avpf, Fonction étude.

- L'instance nationale d'appui au métier,
- L'instance nationale d'appui à l'aide au pilotage,
- L'instance nationale d'appui à la production,
- L'instance nationale d'appui au contrôle interne,
- L'instance nationale d'appui à la gestion des ressources humaines,
- L'instance nationale d'appui au recouvrement,
- L'instance nationale d'appui au télé-recouvrement,
- L'instance nationale d'appui au contrôle sur place,
- L'instance nationale d'appui à la gestion de la personne,
- L'instance nationale d'appui à la relation de service,
- L'instance nationale d'appui à la gestion à la téléphonie,
- L'instance nationale d'appui à la numérisation,
- L'instance nationale d'appui de la gestion de l'Asf,
- L'instance nationale d'appui de la gestion de l'Avpf,
- L'instance nationale d'appui à la fonction étude.

Article 52.1 - L'instance nationale d'appui aux métiers est pilotée par la direction du réseau.

Elle associe les seize caf pivots du domaine ainsi que les directions de la Cnaf concernées.

Sa mission consiste à :

- Assurer la professionnalisation et la technicité des agents en charge de la relation à l'utilisateur.
- Améliorer la qualité et assurer la continuité du service rendu aux allocataires.
- Optimiser et assurer l'efficacité des parcours et supports d'appui aux métiers.

Article 52.2 - L'Instance nationale d'appui à l'aide au pilotage est pilotée par la direction de l'évaluation et de la stratégie.

Elle associe les experts de l'aide au pilotage des Caf et un représentant des centres de ressources ainsi qu'un représentant des directions de la Cnaf concernées.

Sa mission consiste, dans le cadre de la démarche Abc/m, à assurer :

- La maintenance et les évolutions du modèle et des outils.
- La formation à la démarche.
- La mise à jour de la documentation.
- La réponse aux questions de niveau 2 des caf.

Article 52.3 - L'instance nationale d'appui à la production est co-pilotée par la direction du réseau et un directeur de Caf.

Elle associe les vingt-trois Caf participantes ainsi qu'un représentant des directions de la Cnaf concernées.

Sa mission consiste à :

- Assurer la professionnalisation et la technicité accrue du service
- Optimiser le processus de production.
- Identifier les bonnes pratiques ou leviers d'amélioration.
- Améliorer la qualité et la continuité du service rendu aux allocataires
- Fiabiliser et sécuriser le processus

Article 52.4 - L'instance nationale d'appui au contrôle interne est co-pilotée par la direction du réseau et l'agence comptable nationale.

Elle associe 19 représentants des régions SRM (ordonnateurs ou comptables), deux représentants de centre de ressources et un représentant des directions de la Cnaf concernées.

Sa mission consiste à :

- Co-construire les orientations nationales du contrôle interne, dans le cadre du plan de contrôle interne annuel.
- Partager, enrichir et déployer la doctrine institutionnelle, les outils de pilotage du contrôle interne, par les remontées des Caf.
- Suivre l'avancée de l'activité et des résultats en matière de contrôle interne, sur le champ des prestations légales et de l'action sociale.

Article 52.5 - L'instance nationale d'appui à la gestion des ressources humaines est pilotée par la direction du réseau.

Elle associe les 16 correspondants régionaux, un représentant d'un centre de ressources ainsi qu'un représentant des directions nationales concernées.

Sa mission consiste à :

- Relayer l'information du local vers le national et inversement.
- Relayer l'information en région.
- Echanger les bonnes pratiques.

Article 52.6 - L'instance nationale d'appui au recouvrement est pilotée par l'agence comptable nationale.

Elle associe un représentant des directions de la Cnaf concernées (direction du réseau et Direction des politiques familiales et sociales) et les 18 agents comptables représentant les Caf et les régions.

Sa mission consiste à :

- Donner son avis sur les projets nationaux.
- Faire remonter les préoccupations du réseau.

- Participer de manière réactive à la mobilisation de groupes de travail sur des thématiques particulières.

Article 52.7 - L'instance nationale d'appui au télé recouvrement est pilotée par la direction du réseau et l'agence comptable nationale.

Elle associe les onze caf pivots du domaine ainsi qu'un représentant des directions nationales concernées.

Sa mission consiste à :

- Poursuivre la professionnalisation accrue du service.
- Assurer l'efficacité des résultats et améliorer la performance du recouvrement.
- Améliorer la qualité et la continuité du service rendu aux allocataires.
- Fiabiliser et sécuriser le processus.

Article 52. 8 - L'instance nationale d'appui au contrôle sur place et à la lutte contre la fraude est pilotée par la direction du réseau.

Elle associe les 16 correspondants régionaux ainsi qu'un représentant des directions nationales concernées.

Sa mission consiste à :

- Co-construire les orientations nationales du contrôle et de la lutte contre la fraude.
- Partager, enrichir et déployer la doctrine institutionnelle du contrôle.
- Suivre l'avancée de l'activité et des résultats.
- Analyser et réduire les écarts d'activité et de performance.

Article 52.9 - L'instance nationale d'appui à la gestion de la personne est pilotée par la direction des politiques familiales et sociales.

Elle associe les 21 caf pivots du domaine.

Sa mission consiste à :

- Assurer la professionnalisation et la technicité accrue du service.
- Optimiser la certification des Nir.
- Améliorer la qualité du service rendu aux allocataires.
- Fiabiliser et sécuriser le processus.

Article 52.10 - L'instance nationale d'appui à la relation de service par la téléphonie est pilotée par la direction du réseau.

Elle associe les vingt-deux caf pivots du domaine ainsi qu'un représentant des directions nationales concernées.

Sa mission consiste à :

- Assurer la professionnalisation et la technicité accrue du service.
- Assurer la qualité et la continuité du service rendu aux allocataires.
- Améliorer le pilotage et la supervision.
- Fiabiliser et sécuriser le processus.

Article 52.11 - L'instance nationale d'appui à la gestion de la numérisation est pilotée par la direction du réseau.

Elle associe les vingt-quatre caf pivots du domaine ainsi qu'un représentant des directions nationales concernées.

Sa mission consiste à :

- Assurer la professionnalisation et la technicité accrue du service.
- Améliorer la qualité et la continuité du service rendu aux allocataires.
- Améliorer les délais de traitement.
- Fiabiliser et sécuriser le processus.

Article 52.12 - L'instance nationale d'appui à la gestion de l'ASF est copilotée par la direction du réseau et la direction des politiques familiales et sociales.

Elle associe les 21 caf pivots du domaine ainsi qu'un représentant de l'agence comptable nationale.

Sa mission consiste à :

- Assurer la professionnalisation et la technicité accrue du service.
- Améliorer la qualité et la continuité du service rendu aux allocataires.
- Améliorer les résultats en matière de recouvrement.
- Fiabiliser et sécuriser le traitement des prestations Asf.

Article 52.13 - L'instance nationale d'appui à la gestion de l'AVPF est pilotée par la direction du réseau.

Elle associe les seize caf pivots du domaine ainsi qu'un représentant des directions nationales concernées.

Sa mission consiste à :

- Assurer la professionnalisation et la technicité accrue du service.
- Améliorer la qualité et la continuité du service rendu aux allocataires.
- Fiabiliser et sécuriser le traitement des prestations Avpf.

Article 52.14 - L'instance nationale d'appui à la fonction étude est pilotée par la direction des statistiques, des études et de la recherche.

Elle associe les chargés d'étude dans les Caf et les experts étude des centres de ressources.

Sa mission consiste à :

- Coordonner les groupes de travail, techniques et thématiques, qui participent à l'amélioration de la fonction étude.
- Organiser des séminaires et autres journées d'échange entre chargés d'étude.
- Impulser des travaux.

- Proposer des sujets aux caf et le cas échéant, les accompagner.

LES COMITES DE PRIORISATION DES EVOLUTIONS DU SYSTEME D'INFORMATION

Article 53 - Les comités de priorisation réunissent les différentes directions de la Cnaf et associent les Caf le cas échéant.

Ils ont pour vocation de restituer une vision globale de l'ensemble des demandes d'évolutions informatiques et établir une feuille de route consolidée pour un ensemble cohérent de domaines fonctionnels.

Ils proposent notamment une planification des évolutions. Cette dernière est examinée au préalable par la cellule opérationnelle avant validation au Codir Si.

Ils informent du suivi des versions et des risques au cours de cycle d'intégration.

Article 53.1 - Sont créées quatre comités de priorisation

- Comité de priorisation « Relation allocataire et production des prestations » (Gestions des prestations individuelles, maîtrise des risques, Relation de service (caf.fr, accueil, écrits...), Flux de production
- Comité de priorisation « Flux et relations partenaires » (échanges, outils partenaires, aides collectives et action sociale)
- Comité de priorisation « Système d'Information Décisionnel » (indicateurs et tableaux de bords, études et besoins statistiques, open data/big data)
- Comité de priorisation « Fonctions supports » (outils budgétaires, comptables et financiers, gestion de l'information et des ressources documentaires, Sirh de la branche famille)
 - Le comité tripartite (co pilotage Cnaf/Cnamts/Acoss) pilotant l'applicatif de paie Grh est maintenu dans sa forme actuelle. Le lien est assuré avec le comité fonctions supports pour assurer la cohérence des besoins et des plans de charge.

LES COMITES EDITORIAUX

Article 54 – Les comités éditoriaux assurent, dans le cadre de la mise en œuvre du schéma directeur d'information et de communication, le suivi des publications nationales de la branche.

Ils assurent, par délégation du directeur général, directeur de publication, le suivi de la ligne éditoriale. Leur composition est fixée dans le cadre des décisions du directeur général visant les publications de la branche. Il s'agit notamment de :

- Vies de famille
- Informations sociales
- Politiques familiale et sociale
- Cafdata
- La lettre des allocations familiales (Allocations Familiales – la lettre) (LAF)
- La lettre aux administrateurs (LAA)
- Résonances
- e-ssentiel
- RSA conjoncture
- les pages facebook (« logement étudiant », « jeunes chercheurs »)
- Cnaf.com

Article 54.1 – Le comité éditorial Vies de famille est co-présidé, par délégation du directeur général, par le directeur de l'information et de la communication, et par un directeur de Caf.

Il associe le directeur de la mission nationale chargé de Vies de famille et des directeurs de Caf.

Il examine les thèmes et articles à paraître dans les différentes parutions de Vies de famille.

Article 54.2 – Le comité éditorial Résonances est présidé par le directeur de l'information et de la communication
Il examine les thèmes à paraître dans les différents numéros.

Article 54.3 – Le comité éditorial « cafdata » est présidé par le directeur des statistiques, des études et des recherches (Dser).

Il associe les directions concernées de la Cnaf et des directeurs de Caf ou leurs représentants. Il examine les implications de la mise en place de l'open data dans le réseau et propose l'ouverture de jeux de données.

LES COMITES PARTENARIAUX ET LES COMITES DE LIAISONS

Article 55 – Des comités partenariaux sont mis en place pour associer aux travaux préparatoires aux décisions de la branche Famille les partenaires concernés par la mise en œuvre des politiques publiques dont elle a la charge.

Le rôle et la composition des comités partenariaux sont fixés par décision du directeur général.

Sont notamment prévus les comités suivants :

- le comité partenarial « petite enfance » ;
- le comité partenarial « enfance jeunesse ».

Les comités de liaisons sont mis en place pour permettre des échanges bilatéraux avec les partenaires de la branche Famille dans la mise en œuvre des politiques publiques dont elle a la charge.

Sont notamment prévus :

- un comité de liaison « logement » ;
- un comité de liaison avec les communes et les intercommunalités ;
- un comité Senacs préfigureurs du comité de liaison avec les centres sociaux.

Article 55.1 – Le comité partenarial « petite enfance » constitue une instance d'échange sur les thématiques liées à la petite enfance entre la Cnaf et ses partenaires nationaux. Sa composition est fixée par décision du directeur général.

Il regroupe les ministères concernés et représentants nationaux des principaux gestionnaires d'établissements d'accueil du jeune enfant et des professions intervenants dans le domaine de la petite enfance.

Article 55.2 – Le comité partenarial « enfance jeunesse » constitue une instance d'échange sur les thématiques liées à l'enfance et la jeunesse entre la Cnaf et ses partenaires nationaux.

Il regroupe les ministères concernés et les représentants nationaux des partenaires de la branche Famille dans les domaines de l'enfance et de la jeunesse. Sa composition est fixée par décision du directeur général.

Ce comité est présidé par le directeur général délégué chargé des politiques familiale et sociale ou son représentant qui en fixe l'ordre du jour en concertation avec les participants.

Article 55.3 – Un comité de liaison avec les communes réunit la Cnaf et les partenaires concernés pour faire le point régulièrement sur les dossiers communs.

Article 55.4 – Le comité Senacs, réunit, pendant la phase de montée en charge de l’Observatoire des centres sociaux, les Caf et les Fédérations départementales ou régionales des centres sociaux représentant les territoires qui ont rejoint l’expérimentation.

Lorsque Senacs sera généralisé (2016-2017), ce comité sera substitué par un comité de liaison avec les centres sociaux.

Article 55.5– Un comité de liaison logement réunit la Cnaf et les partenaires concernés.

Il a pour vocation de renforcer les relations entre les bailleurs sociaux et la branche Famille, notamment par l’étude conjointe des évolutions réglementaires, la proposition d’échanges dématérialisés et d’offres de service communes.

Il assure la concertation pour la téléprocédure de demande d’aide au logement (Ideal).

Il développe des actions de communication vers les deux réseaux.